



Table des partenaires
du développement social
de Lanaudière

LES ACTES



DE PARTENARIAT EN DÉVELOPPEMENT SOCIAL

18 MARS 2009



ACTES de la Journée de réflexion

Réalisation

Table des partenaires du
développement social de
Lanaudière (TPDSL)

Mai 2009

Coordination

Chantal Lalonde

Conception graphique, révision, mise en page et correction

Rédaction Manon Arcand
Chantale Quesnel

Photographie

Joëlle St-Pierre

Impression

TPDSL

TPDSL

3, rue Papineau, Bureau 107
Joliette, Québec J6E 2K3

Téléphone : 450 759-9944

TABLE DES MATIÈRES

À ceux et celles qui rendent possible le développement social dans Lanaudière.....	5
Avant-propos.....	7
Introduction.....	8
Mots d'ouverture	9
Bloc 1 Actions et Résultats depuis 1999	14
Bloc 2 Le fonctionnement de la TPDSL.....	20
Mot de clôture	26
Soirée Reconnaissance 10 ^e anniversaire	27
Y a des moments inoubliables !.....	32
 Annexe A Organisations représentées et participants.....	33
Annexe B Atelier sur les actions et résultats : Outils	36
Annexe C Atelier sur le fonctionnement : Outils.....	45
Annexe D Bilan du Fonds de développement régional	50

À CEUX ET CELLES QUI RENDENT POSSIBLE LE DÉVELOPPEMENT SOCIAL DANS LANAUDIÈRE



Partenaires de l'entente spécifique : ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire, ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale, Agence de la santé et des services sociaux de Lanaudière – DSPÉ, centres de santé et services sociaux de Lanaudière, Société d'habitation du Québec, Fédération Desjardins et Conférence régionale des Élus (es).

Partenaires financiers du 10^e : Fédération Desjardins, Conférence régionale des Élus (es), ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire, la Société nationale des Québécoises et Québécois de Lanaudière, Services Québec, Martin – Produits de bureau et les députés François Legault, André Villeneuve, Guillaume Tremblay, Mathieu Traversy, Véronique Hivon, Scott McKay et Claude Cousineau.

CONSEIL D'ADMINISTRATION

<i>François Charbonneau</i>	Table de l'Éducation
<i>Claude Courchesne</i>	Ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale
<i>Sylvie Forest</i>	Comité local de développement social de la Matawinie
<i>Nicole Fortin</i>	Comité local de développement social de L'Assomption
<i>Ginette Gagnon</i>	Comité local de développement social de Joliette
<i>Claudette Larouche</i>	Ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire
<i>Ginette Lampron</i>	Agence de la santé et des services sociaux de Lanaudière - Direction de Santé publique et d'Évaluation
<i>Fabienne Pouget</i>	Comité local de développement social de Les Moulins
<i>Gaétan Morin</i>	Table des préfets
<i>Denyse Ouellet</i>	Comité local de développement social D'Autray
<i>Denise Robitaille</i>	Table régionale des organismes communautaires de Lanaudière
<i>Lyne Sauriol</i>	Comité local de développement social Vision Montcalm

COMITÉ ORGANISATEUR DU 10^e

<i>Chantal Lalonde</i>	TPDSL
<i>Yves Côté</i>	TPDSL
<i>Alain Coutu</i>	Centre de santé et de services sociaux du nord de Lanaudière
<i>Claude Bégin</i>	Agence de la santé et des services sociaux de Lanaudière - Direction de Santé publique et d'Évaluation
<i>Véronique Jetté-Nantel</i>	Conférence régionale des élus (es) Lanaudière
<i>Fabienne Pouget</i>	Comité local de développement social Les Moulins

ÉQUIPE

<i>Chantal Lalonde</i>	Coordonnatrice
<i>Yves Côté</i>	Agent de développement
<i>Chantale Quesnel</i>	Secrétaire administrative
<i>Sabine Roblain</i>	Agente de liaison
<i>Isabelle Levasseur</i>	Agente de liaison
<i>Kim Bissonnette</i>	Stagiaire



ANIMATEUR DE LA JOURNÉE

Bernard Malo

ÉQUIPE DES ANIMATEURS ET DES SECRÉTAIRES D'ATELIERS

Animateur - Animatrice	Secrétaire	Personne-ressource	Atelier
Josée Mélançon	Yves Leclerc	Claude Bégin	1
Jonathan Landreville	Véronique Jetté-Nantel	Nicole Fortin	2
Véronique Robert de Massy	Christiane Morin	Lyne Sauriol	3
Sylvie Nault	Dominique Venne	Denise Robitaille	4
Chantal Sullivan	Céline Beaudoin	Alain Coutu	5
Joseph Tyan	Sabine Roblain	Ginette Gagnon	6
Luc Winter	Martin Thibault	Martin Thibault	7
Marc-André Girard	Claudette Martel	Fabienne Pouget	8
Johanne McMillan	Isabelle Levasseur	Denyse Ouellet	9

AVANT-PROPOS

Depuis 10 ans, la Table des partenaires du développement social de Lanaudière (TPDSL) concerta et mobilise les acteurs des divers milieux lanaudois autour des préoccupations concernant le développement social dans le but d'améliorer la qualité de vie de la population.

« Le développement social fait référence à la mise en place et au renforcement, au sein des communautés, dans les régions et à l'échelle de la collectivité, des conditions requises pour permettre à chaque individu de développer pleinement ses potentiels et de pouvoir tirer sa juste part de l'enrichissement collectif. Les objectifs du développement social permettraient à la collectivité de progresser socialement, culturellement et économiquement, dans un contexte où les acteurs du développement économique s'orientent vers un développement durable, soucieux de justice sociale.

« Dans cette optique, le développement social, le développement économique et le développement culturel sont des dimensions interdépendantes et complémentaires d'un projet de société. » (Conseil de la Santé et du Bien-être, 1998)

Pour ce faire, la TPDSL voit à regrouper des individus ou des personnes issues d'organismes, de groupes communautaires, de ministères ou d'organismes gouvernementaux, de corporations publiques, parapubliques et d'entreprises privées, et du milieu politique, culturel et environnemental dans le but de favoriser le développement social de la population lanaudoise en se basant sur l'implication de ces derniers ou d'autres partenaires potentiels dans une perspective de développement durable.

Ainsi, les objectifs poursuivis par la TPDSL sont :

- **Identifier et analyser** les problématiques vécues et les besoins à combler de la population lanaudoise et donner les avis s'y rapportant;
- **Susciter et soutenir** le développement ou la consolidation de services et de ressources pour répondre adéquatement aux besoins de la population lanaudoise;
- **Sensibiliser et éduquer** la population, les instances dirigeantes et les partenaires aux problématiques reliées au développement social;
- **Accroître** la cohérence et la complémentarité entre l'ensemble des partenaires;
- **Diversifier** le financement de la TPDSL pour en favoriser la pérennité.

INTRODUCTION

La TPDSL, mise en place suite à la tenue des Forums locaux, régional et national sur le développement social en 1997 et 1998, a maintenant 10 années d'existence.

10 ans de concertation intersectorielle mettant à profit l'expertise de nombreux partenaires de tous les milieux et ayant permis la réalisation de nombreuses actions concrètes visant le développement des collectivités de la région. 10 ans pendant lesquels la Table des partenaires du développement social de Lanaudière s'est structurée et a établi ses règles de fonctionnement.

À l'occasion de ce 10e anniversaire, des personnes provenant de tous les secteurs d'activités (voir la liste des participants en annexe) ont été conviées afin de prendre collectivement un temps de réflexion. Le but de l'exercice était, d'une part, d'évaluer les actions réalisées depuis le début et, d'autre part, de déterminer quelles seraient les bases de celles à venir.

Le concept de développement social étant large et inclusif, l'ensemble des situations et réalités vécues dans les différents territoires de la région Lanaudière a eu sa place au cœur des discussions, et ce, tout en tenant compte de l'évolution et de la conjoncture régionales.



LES COPRÉSIDENTS DE LA TPDSL

MONSIEUR GAÉTAN MORIN

*Maire de Saint-Marcelline-de-Kildare
Préfet de la MRC Matawinie*

&

MADAME DENYSE OUELLET

*Directrice générale
Centre de bénévolat Brandon*

MOTS D'OUVERTURE

MONSIEUR MARC VALADE

Directeur général

*Conférence régionale des élus (es)
Lanaudière*



Mesdames et Messieurs, chers amis,

C'est avec joie que j'ai répondu à l'invitation de vous adresser la parole à l'occasion de cet événement dont toute la région peut être fière. Loin de vouloir faire moi-même un bilan des dix années d'existence de la Table des partenaires du développement social de Lanaudière, j'aimerais simplement profiter de l'occasion pour vous dire en quoi la Table et le travail accompli représentent un moteur « unique » en son genre pour incarner le développement social dans Lanaudière.

On est 450 000, faut se parler!

C'est sous ce slogan évocateur d'une vieille publicité que je désire décliner quelques points évoquant le développement social dans la région...

- *En 2002, avec l'organisme « Solidarité sociale de Rawdon », un projet financé par la première entente spécifique en développement social visait à mettre en mouvement des personnes de 40 à 55 ans, prestataires de la sécurité du revenu. Ce projet a permis le retour à l'emploi de quelques personnes et la mise en mouvement de plusieurs autres afin qu'elles se sentent davantage utiles et appréciées. Ce projet a aussi permis de démontrer au ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale l'importance de réaliser des projets plus personnalisés...*

*Le développement social est une façon de nommer la finalité même du développement. Il ne s'agit pas de profits, mais bien de l'utilité de tous et de toutes dans la société. **Entre nous, il faut se le dire!***

- *En 2000, la concertation de comités PAS au palier local et l'animation d'un processus régional basé sur le partenariat ont permis de jeter les bases d'un dialogue « école/milieu », établissant ainsi les assises d'une organisation régionale qui a pris son propre envol en 2004 : Le CREVALE!*

*Le développement social est donc une « patte » indispensable du développement durable. Il nous rappelle le lien à faire entre l'économique et l'écologique, en passant par l'humain, en l'occurrence les jeunes, la relève. C'est le centre même de notre Plan quinquennal de développement régional. **Entre nous, il faut se le dire!***

- En 2004, la TPDSL a réalisé un portrait régional sur la situation de la pauvreté, assorti d'un plan d'action qui a inspiré les comités locaux de plusieurs territoires dans l'identification de projets structurants et interpellant plusieurs partenaires de la région.

Le développement social est un appel, une convocation au dialogue de toutes les composantes de notre société. Nous sommes tous concernés. **Entre nous, il faut se le dire!**

- En 2002, l'entente spécifique en développement social permettait le financement d'une étude de faisabilité visant l'acquisition du « Carré St-Louis » à Joliette et la transformation des divers bâtiments en plusieurs projets touchant la localisation d'organismes communautaires, la formation de jeunes via l'Annexe à Roland ainsi que la création d'unités de logement social.

Le développement social est un appel à favoriser des initiatives de prise en charge des collectivités et des personnes fragilisées afin d'en faire les sujets de leur propre changement. **Entre nous, il faut se le dire!**

- En 2004, à l'École secondaire de l'Achigan, on finançait, via l'entente spécifique en développement social, le démarrage d'un laboratoire en Exploration technique médiatisée qui a influé sur le taux de réussite des jeunes. Depuis lors, 1 400 d'entre eux ont pu ainsi expérimenter différents métiers et de ce fait, mieux s'orienter. Ce projet s'est même mérité le premier prix national en génie inventif en 2007, une première pour une école publique québécoise!

Le développement social est une invitation à valoriser notre identité régionale, car dans Lanaudière, nous n'avons pas peur d'innover et de montrer la voie. **Entre nous, il faut se le dire!**

- En 2005, un autre projet permettait la réalisation d'une étude de faisabilité visant la mise en place d'une fondation communautaire. Cette dernière a été fondée et a déjà créé 3 fonds de dotation qui permettront éventuellement de soutenir des causes spécifiques. Et ce n'est qu'un début.

La TPDSL a compris tous ces enjeux, au fil des ans, et a su nous le rappeler. La TPDSL, et avec elle ses membres, son conseil d'administration et son équipe de travail, sait bien qu'elle n'existe pas pour elle-même, qu'elle n'est pas une fin en soi, mais bien qu'elle incarne ce que je viens de mentionner.

La TPDSL est un « déclencheur de processus » qui sait remettre au milieu sa prise en charge et ses structures. C'est peut-être cela, en fin de compte, le développement social. Il ne s'agit pas de « s'accaparer » le social, mais bien de le remettre entre les mains de ceux et celles qui sont prêts à s'occuper de leurs affaires! **Entre nous, il faut se le dire!**

À l'heure de la négociation d'une 4e entente spécifique en développement social, la TPDSL doit continuer à nous rappeler, à nous dire et redire qu'il faut se parler, qu'il faut que, en fin de compte, le développement permette aux gens :

- de mieux lire
- de mieux se loger
- de mieux s'éclairer
- de mieux se diplômer
- de mieux se nourrir
- de mieux se détendre
- de mieux grandir
- de mieux se mouvoir

- de mieux travailler
- de mieux se réaliser
- de **mieux vivre!**

Chers amis, rappelons-nous, en cette journée de réflexion et de festivités, que nous ne sommes pas seulement quelque 150 personnes à nous le dire. **On est 450 000, faut se parler!**

Merci et bonne journée.



Marc Valade



DOCTEUR LAURENT MARCOUX

Directeur de Santé publique et d'Évaluation de
Lanaudière

*Agence de la Santé et des Services sociaux de
Lanaudière*

Mesdames et Messieurs, chers amis,

Je suis heureux d'être parmi vous aujourd'hui pour célébrer 10 ans de partenariat en développement social dans la région. Afin de souligner cet événement, je rappellerai quelques dates importantes ainsi que l'engagement de notre organisation depuis 1997, année qui marque l'amorce régionale des démarches préparatoires au Forum national sur le développement social.

Il y a donc eu :

- *En collaboration avec le Conseil régional de développement de Lanaudière, l'organisation des Forums locaux de développement social en 1997 et du Forum régional en avril 1998;*
- *En 1998, en collaboration avec de nombreux partenaires régionaux, le dépôt des priorités régionales au Forum national sur le développement social;*
- *En 1999, en collaboration avec les partenaires du Forum régional, la mise en place d'une structure de concertation régionale pour assurer le suivi des forums locaux et régional. Cette structure a, par la suite, donné naissance à la Table des partenaires du développement social de Lanaudière ainsi qu'aux comités locaux en développement social. L'expérience enrichissante des forums sur le développement social avait motivé les partenaires impliqués à poursuivre l'effort collectif régional;*
- *Nous avons aussi collaboré à chacune des ententes spécifiques en développement social sous la responsabilité de la Conférence régionale des élus (es) Lanaudière;*
- *Notre organisation a aussi contribué financièrement au fonctionnement de la TPDSL ainsi qu'à la création d'un levier financier pour soutenir la réalisation de projets en développement social ou à du soutien financier ciblé (habitat santé, sécurité alimentaire, transport collectif, comités locaux de développement social, etc.);*
- *Nous avons aussi contribué au soutien technique par du contenu d'expertise, des données statistiques, des documents et différents indicateurs.*

Nous sommes heureux de ces collaborations et de toutes ces opportunités de réseautage.

De plus, il est clair pour nous que ce partenariat, orienté vers la poursuite d'objectifs collectifs en développement social, a permis de voir les problématiques de façon plus globale et ainsi, explorer des

solutions mieux adaptées aux réalités, intégrant mieux les aspects sociaux, économiques et environnementaux. Pour ainsi dire, c'est de développement durable qu'il s'agit.

Pour notre organisation, cette forme de concertation a permis d'accroître notre potentiel d'actions en ayant l'opportunité de mettre à profit les points de vue de la santé publique. Nous avons pu, avec l'ensemble des partenaires, travailler en prévention, en amont des problèmes, sur les causes, en misant donc davantage sur les déterminants de la santé et du bien-être.

Le fait de travailler avec des partenaires d'autres secteurs d'intervention nous a permis de mieux connaître les enjeux et, par le fait même, d'être davantage en mesure de répondre aux besoins et aux problématiques des différentes communautés. La concertation en développement social nous a aussi donné l'occasion de travailler sur des projets régionaux communs, en cohérence avec notre mission de base, tout en respectant la participation citoyenne.

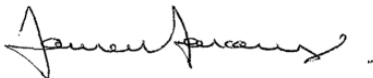
Nous avons la certitude que nous pouvons aller plus loin ensemble et c'est pourquoi je profite de ce 10^e anniversaire pour vous encourager à poursuivre ce travail déjà bien amorcé. De notre côté, comme nous en faisons état dans le Rapport du directeur de la santé publique lancé en 2008, nos efforts en santé publique continueront à se déployer dans une perspective de développement durable et de développement social, en repoussant nos frontières sectorielles.

En terminant, je suis d'avis que la TPDSL a innové par cette forme de gouvernance démocratique associant, sur une base volontaire, les différents secteurs de notre vie collective. Toutes les forces vives de la région y ont été conviées, sans exclusion, et elles le sont toujours. Nous tentons maintenant, dans notre organisation sectorielle, de nous en inspirer, de reproduire cette façon de faire et de travailler avec nos partenaires intersectoriels.

C'est dans ce contexte que, par exemple, en avril 2007, la Direction de Santé publique et d'Évaluation, en collaboration avec la Conférence administrative régionale, a mis en place le Plateau intersectoriel, dont fait aussi partie la TPDSL, et qui regroupe la CRÉ, 7 ministères et 23 partenaires des secteurs municipal, scolaire, communautaire et de la santé. Le but de ce mécanisme de concertation est de répondre aux besoins locaux, de favoriser la participation, de mobiliser et soutenir des projets avec des gens du milieu et visant à promouvoir les saines habitudes de vie chez les 0 à 25 ans. Voilà probablement une retombée concrète des actions de la TPDSL.

Bravo donc à la Table des partenaires du développement social de Lanaudière!

Je vous remercie de votre attention et vous souhaite une excellente journée.



Laurent Marcoux

BLOC 1

ACTIONS ET RÉSULTATS

DEPUIS 1999

D'entrée de jeu, il importe de revenir aux sources, c'est-à-dire aux 3 priorités issues des travaux des Forums locaux et régional tenus en 1997 et 1998 et déposés par la suite au Forum national sur le développement social tenu à Québec en 1998. Ces priorités sont à la base même de la mise sur pied de la TPDSL.



- **Mettre sur pied un fonds de développement social créé à partir de redevances sur l'exploitation des ressources naturelles**
 - Réalisation d'une étude de faisabilité et création de la Fondation communautaire
 - 3 fonds de dotation créés à ce jour
- **Inscrire l'équité interrégionale comme trame de fond à la notion de justice sociale**
 - Sensibilisation des instances nationales à l'iniquité des investissements faits en logement social, en culture et en santé dans Lanaudière
- **Harmoniser les modes de transport, incluant l'assouplissement des normes et des règlements**
 - Participation aux consultations sur la création du CRT
 - Soutien aux comités locaux sur l'harmonisation et le développement des modes de transport de leur MRC
 - Soutien technique et humain pour les suites de l'enquête sur le transport dans l'agglomération de Joliette
- **Créer une table régionale distincte qui verrait à donner suite aux préoccupations identifiées au Forum régional**
 - Consultation régionale et incorporation
 - Négociation d'une 1re entente spécifique
 - Réserve d'un fonds pour soutenir les projets locaux
 - Reconnaissance de la TPDSL comme table sectorielle par le CRD (CRÉ)
 - Sensibilisation de la population et des instances dirigeantes au développement social

Cependant, à partir de 2001, d'autres problématiques sociales sont devenues prioritaires pour les travaux de la TPDSL :

- **Promouvoir la réussite scolaire chez les jeunes**
 - Réflexion et concertation de partenaires ayant mené à l'incorporation du CREVALE
- **S'assurer que les Lanaudois et les Lanaudoises à faible revenu aient accès à du logement de qualité et en quantité suffisante**
 - Recherches sur la situation dans Lanaudière
 - Création et animation du comité stratégique
 - Pétition pour l'assouplissement des programmes de la SHQ
 - Action collective avec 3 MRC sur les programmes de rénovation
 - Gestion du projet Habitat-Santé
 - Soutien au développement de projets novateurs
 - Rénovation solidaire
 - Élaboration du fonds d'aide au logement
 - Étude sur les conditions d'habitation et besoins en logement pour les personnes handicapées (CAMDAL)
 - Activité de relance d'une association de défense des droits des locataires
- **Faire la lutte à la pauvreté et à l'exclusion sociale des prestataires de la sécurité du revenu**
 - Dépôt d'un mémoire à la Commission parlementaire sur la loi 112
 - Participation au comité consultatif sur la lutte contre la pauvreté portée par la CRÉ
 - Participation à deux recherches nationales
 - Soutien à 4 MRC dans l'élaboration de leur plan d'action de lutte contre la pauvreté
- **Sensibiliser les entreprises privées au rôle social qu'elles peuvent jouer dans leur communauté (entreprise citoyenne)**
 - Sensibilisation d'entreprises à ce « phénomène »
 - Recherches sur le sujet
- **Favoriser le développement social dans une perspective de développement durable**
 - Collaboration à la mise en place du RADDL (formation, financement, gestion)
 - Participation au C.A. du RADDL
 - Promotion du RADDL et des démarches de développement durable auprès des comités locaux de développement social
 - Production d'un avis sur la stratégie nationale de développement durable
- **Soutenir une concertation en sécurité alimentaire**
 - Réalisation d'une recherche-action et d'un forum en collaboration avec la DSPE
 - Production d'un mémoire conjoint avec l'ASSS dans le cadre de la CAAAQ
 - Participation au plateau sectoriel du PAG
 - Création et animation d'un comité régional en sécurité alimentaire

● Améliorer le continuum de services d'insertion socioprofessionnelle offerts aux jeunes

- Coordination de l'entente interministérielle Engagement jeunesse du SAJ
- Participation au comité d'orientation de la planification communautaire jeunesse de Services Canada et des SADC

● Favoriser la participation sociale des aînés

- Élaboration d'un projet de mentorat social avec la TAL
- Animation d'un comité de réflexion composé de la TAL, de la FADOQ, de la SADC Matawinie et de citoyens
- Développement de partenariats avec la TROCL et les CSSSL
 - Orientation d'un financement de Nouveaux Horizons pour organiser les cellules de mentorat

● Favoriser la participation sociale des personnes handicapées

- Gestion d'un projet régional visant l'inclusion des personnes handicapées dans les travaux en développement social
 - Intégration en emploi de 4 personnes handicapées
 - Soutien aux comités locaux de développement social

C'est donc sur la base de ces 13 priorités que les participants à la journée de réflexion sont appelés, dans un premier temps, à travailler. Le but de l'exercice est de déterminer collégialement quels seraient les actions ou dossiers à prioriser pour les années à venir, tout en tenant compte des actions réalisées et de l'évolution de la conjoncture sociale lanaudoise et québécoise.

RÉSULTATS DES TRAVAUX ET CONTENU CONTEXTUEL

Sans prétention d'exhaustivité, nous tenterons ici de présenter les éléments clés ressortis des travaux réalisés lors de la journée de réflexion. Dans le cadre de cet exercice, l'objectif global était de parvenir à identifier 5 dossiers principaux sur lesquels la TPDSL devrait concentrer ses travaux des prochaines années. Il va de soi qu'il s'agit de grands thèmes qui seront par la suite retravaillés par le biais de sous-priorités plus précises qui seront déterminées subséquemment par le conseil d'administration de la TPDSL.

RÉACTIONS SUR LE BILAN PRÉSENTÉ

Il est intéressant de voir tout ce qui s'est fait pendant ces 10 années. 10 ans, c'est court quand on s'arrête à toutes ces réalisations. Des travaux réalisés par la TPDSL, on peut affirmer que la région de Lanaudière a été très proactive et imaginative dans la mise en place d'actions concrètes : le désir et la pensée ont été dépassés par l'action, ce qui est très positif. D'ailleurs, la quantité et la diversité des actions réalisées avec des ressources restreintes sont impressionnantes.

Aussi, la mobilisation de nombreux partenaires a donné lieu à une large et rare concertation dans la région. Au-delà des intérêts sectoriels et du travail en silo, c'est de façon horizontale et transversale que la TPDSL est parvenue à susciter le développement des communautés. De plus, la mise à contribution des acteurs des différents paliers (local, sous-régional et régional) a permis de développer une approche tenant compte de plus de réalités. Souvent, la concertation s'arrête au

palier régional, ce qui ne permet pas toujours la réelle mise en commun de l'ensemble des facettes du développement et, conséquemment, ne permet pas toujours de parvenir à développer des solutions qui s'adressent à tous. On a su respecter les priorités dégagées localement et les intégrer à des actions collectives régionales, ce qui est un point fort de la TPDSL.

Un autre point fort de la TPDSL est le fait que, malgré le grand nombre de partenaires qui y sont associés et, conséquemment, le grand nombre d'intérêts sectoriels qui y sont représentés, elle est parvenue à maintenir son autonomie tant dans la réalisation de ses mandats que dans le choix de ses priorités. Il s'agit donc de la réelle réussite d'une approche concertée qui a permis de dépasser les attentes et préoccupations sectorielles dans la perspective d'un développement social intégré et structurant.

Ce lieu régional de concertation qu'est la TPDSL a ouvert la voie afin que puissent être entendues des sphères des communautés souvent laissées de côté dans les efforts de développement. Ainsi, les jeunes, les aînés et les personnes vivant diverses situations de précarité ont trouvé un lieu où faire entendre leurs préoccupations. De ce fait, en amont même des actions particulières développées par la TPDSL, il s'agit, en soi, d'un espace de participation sociale et d'un lieu de rencontre des différentes cultures régionales. La TPDSL est devenue une force collective sur laquelle il est possible de s'appuyer dans l'exercice de nos différentes missions.

DOSSIERS, PISTES D'ACTION OU ENJEUX À ÉTUDIER

Outre les pistes ou dossiers à étudier en tant que tels, la TPDSL doit être consolidée, non seulement pour son fonctionnement, mais aussi dans le cadre du soutien à des projets de développement. Bien que beaucoup de travail ait été fait, il importe de nous donner collectivement les moyens de poursuivre et développer davantage. Dans cette optique, il est aussi primordial d'alimenter notre mémoire collective en ce qui a trait à ce qui a déjà été réalisé ou essayé. Il s'agit de trouver les moyens de nous propulser vers l'avant en nous appuyant sur nos expériences et réalisations.

En fait, c'est de la nécessaire pérennité des actions qu'il est question. Sans une structure forte et solide, tout sera perpétuellement à recommencer. Au-delà de la seule entente spécifique en développement social, il importe de diversifier les sources de financement dans une perspective à long terme. Certes, l'effort collectif est important, mais sans soutien aux diverses composantes de la TPDSL, et ce, autant au palier local que régional, l'épuisement et la démobilisation sont des menaces qu'il importe de ne pas sous-estimer.

Au-delà des actions développées et réalisées, il importe de nous donner des moyens concrets et efficaces pour partager les informations. Le développement ne se fait pas en lieux clos et la structure tentaculaire dont s'est dotée la TPDSL de par ses comités locaux, demande des efforts et des moyens pour que l'information circule bien. Les actions menées au plan local étant inspirées des différentes réalités des milieux, il va de soi qu'elles diffèrent d'un endroit à l'autre. De plus, les actions menées sur une base sous-régionale ou régionale sont aussi différentes. Cependant, la finalité qui est visée demeure semblable, car elle vise l'amélioration des conditions de vie des communautés. De ce fait, le partage des bons coups, comme des moins bons, est essentiel pour optimiser les efforts de chacun. De façon à être bien ancré sur les différentes réalités collectives, l'ensemble de la structure qu'est la TPDSL devrait poursuivre les efforts pour s'inspirer des actions menées au palier local.

Toujours dans l'optique de maximiser les impacts des diverses actions menées, il y aurait aussi lieu d'augmenter la participation du milieu municipal. Que ce soit par la participation à la structure elle-même ou par le soutien direct aux actions menées au plan local, le milieu municipal demeure un acteur important du développement social par sa proximité avec la population. Il y aurait donc lieu de consentir des efforts afin de stimuler la participation des élus municipaux aux efforts de développement social.

Bien que la TPDSL soit un espace multisectoriel qui dépasse largement les limites d'une approche verticale, il importe de nous méfier de nos vieux réflexes corporatistes. Ainsi, certains dossiers ou priorités plus transversaux pourraient servir de bases à certaines actions. Peut-être pourrions-nous regrouper des thématiques sous des concepts globaux. Par exemple, la lutte à la pauvreté et à l'exclusion sociale et le développement durable pourraient devenir des principes fondamentaux incontournables dans toutes les actions mises de l'avant. Le développement durable est, en soi, un concept qui rejoint toutes les sphères du développement. De ce fait, il devrait chapeauter tous les autres. C'est la base de notre concertation régionale en développement social et le gage du maintien de la vitalité de nos communautés et de nos territoires.

Aussi, afin d'éviter les pièges de la désillusion et de la démobilisation, il importe de garder constamment à l'esprit que le développement social de nos communautés tel que nous le souhaitons ne sera jamais réalisé complètement. Les réalités changent et la conjoncture évolue constamment. Conséquemment, nous ne devrions plus parler de dossiers de développement social, mais bien de **chantiers de développement**. Cette appellation démontre clairement que le développement social se fait par le biais de travaux à réaliser en continu, et ce, à tous les paliers et à toutes les étapes.

LES PRIORITÉS

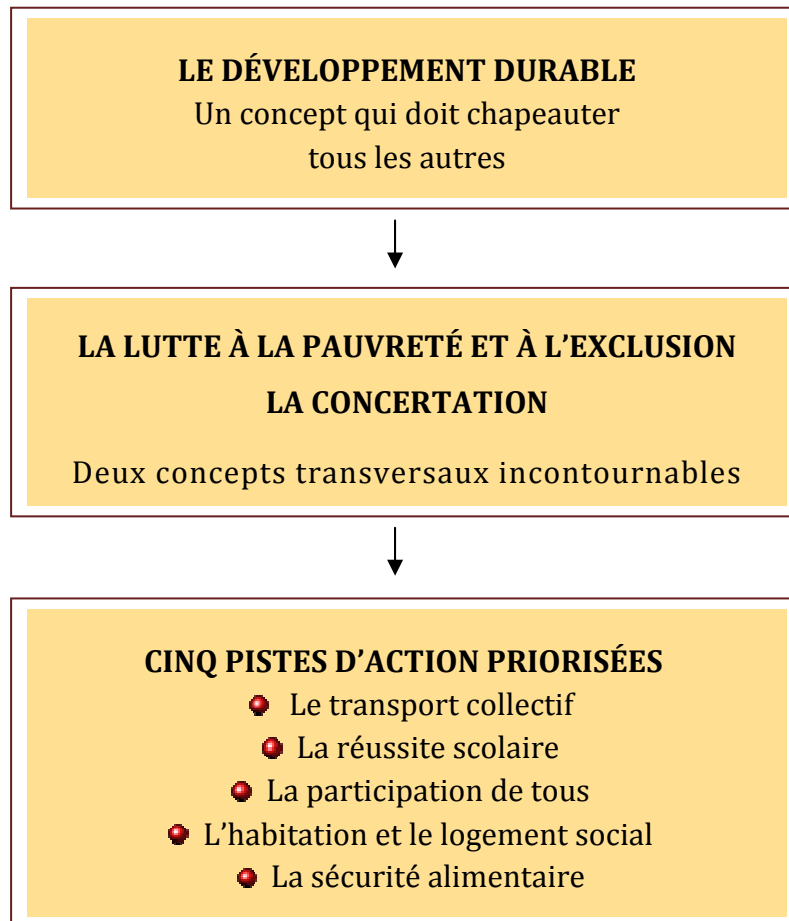
Bien que de nombreuses pistes d'action et de nombreux enjeux aient été soulevés par les participants, 5 grandes priorités devaient être identifiées : le transport collectif, la réussite scolaire, la participation de tous, l'habitation et le logement social ainsi que la sécurité alimentaire. Sur la base de ce qui précède, certains grands thèmes devraient teinter, voire précéder les travaux à venir. Ainsi, le développement durable est un incontournable, suivi de la lutte à la pauvreté et à l'exclusion ainsi que la concertation.

Naturellement, ces cinq pistes à elles seules ne pourraient être l'unique base des travaux à venir pour la TPDSL. Ces pistes d'action représentent davantage des préoccupations importantes quant à l'atteinte d'un meilleur développement social de nos communautés et territoires. Aussi, ces préoccupations peuvent relever de la responsabilité d'autres organisations. De ce fait, les actions à mettre en place peuvent tantôt être des actions directes, tantôt des actions de représentation ou de mobilisation.

Parmi les autres pistes d'action soulevées, notons :

- L'accueil et le soutien aux nouveaux arrivants
- L'accessibilité aux services
- L'insertion socioprofessionnelle des jeunes
- Le soutien aux proches aidants
- La participation citoyenne
- La stabilité du financement de la TPDSL

Ont aussi été nommées, mais de façon moins insistante, la mise en place d'un fonds de développement social, l'équité interrégionale et les entreprises citoyennes.



C'est donc sur la base de ces pistes d'action que le conseil d'administration de la TPDSL devrait s'appuyer pour déterminer de futurs plans d'action. La réalité de nos communautés et de nos territoires demande d'y consentir des efforts à tous les niveaux. Seule, la TPDSL ne peut pas grand chose. Il s'agit d'abord et avant tout d'un lieu de mobilisation et de concertation visant à conjuguer les efforts de l'ensemble des acteurs du développement des collectivités.

BLOC 2

LE FONCTIONNEMENT DE LA TPDSL

Comme c'est le cas pour nombre de structures de concertation, le fonctionnement de la TPDSL est, à certains égards, complexe. Une telle structure s'étant développée au fil du temps, il est important, à cette étape de son existence, de regarder ce qui existe et de voir quels sont les ajustements qui mériteraient d'y être apportés.

Dans le cadre de cette journée, les participants sont aussi conviés à examiner plus précisément les éléments suivants :



● Le financement

- Le financement de base
- Le financement d'appoint
- Le financement des projets locaux et régionaux
 - 3 ententes spécifiques ont été signées :
 - La première avec 3 partenaires : 490 000 \$
 - La seconde avec 3 partenaires : 540 000 \$
 - La troisième avec 7 partenaires : 744 000 \$
 - Projets spéciaux :
 - OPHQ
 - Habitat-Santé
 - Recherches
 - Engagement jeunesse
 - Sécurité alimentaire
 - Mentorat social
 - Fonds de développement régional (FDR) :
 - 44 projets locaux soutenus
 - 9 projets régionaux soutenus

● La participation et le soutien aux comités locaux

- Représentation au C.A.
- Participation de la permanence aux rencontres des CLD
- Rencontres de formation et d'information :
 - Réussites et défis des comités locaux
 - Leadership partagé
 - Action-collectivité sur les programmes fédéraux

● Les activités de concertation avec un réseau de partenaires multisectoriels

- Comités de travail :
 - o 2000-2002 : 4 comités de travail
 - o 2007-2008 : 8 comités de travail
- Rencontres régionales thématiques :
 - o 34 rencontres régulières et spéciales
- Participation aux activités des partenaires :
 - o Forum social, CREVALE, TROCL, GALOP

● L'appui au développement social au palier national

- Mise en place et participation au C.A. du RQDS :
 - o 14 régions membres
- Gestion du compte du RQDS :
 - o 2006 : 1^{er} financement MDEIE pour la recherche
 - o 2008 : Financement du MSSS et du SACAIS
 - o 2009 : Embauche d'une ressource
- Participation aux activités du RQDS :
 - o 9 rencontres nationales depuis 2003
 - o Comité d'organisation du 10e anniversaire du forum national
- Soutien aux autres régions :
 - o Sur la concertation, Lanaudière est un modèle
 - o Pour le démarrage de projets : logement et fondation communautaire

À la lueur des éléments qui précèdent, il s'agit donc de se prononcer sur le maintien ou non du fonctionnement actuel de la TPDSL tant globalement que plus spécifiquement, certains éléments étant incontournables, par exemple, l'entente spécifique en développement social, la représentation du palier local au conseil d'administration, les comités locaux eux-mêmes et le réseau de partenariat régional. Par exemple, les questions suivantes se posent :

- Le Fonds de développement régional doit-il être maintenu pour les projets locaux?
- Les comités locaux doivent-ils être maintenus?
 - Quel devrait être leur rôle?
 - Comment devraient-ils être animés?
- Le réseau de partenariat régional devrait-il être élargi?
 - Si oui, qui cibler?

RÉSULTATS DES TRAVAUX ET CONTENU CONTEXTUEL

Nous tenterons de dégager l'essence des discussions sur ces sujets. Il importe cependant de garder à l'esprit que la connaissance de la structure variait beaucoup d'un participant à l'autre lors de cette journée de réflexion. Aussi, dans le cadre de ces discussions, le principe n'était pas de réinventer la roue, mais bien de prendre un temps pour se prononcer sur les améliorations qui pourraient être apportées à la lumière des expériences vécues.

RÉACTIONS SUR LE BILAN PRÉSENTÉ

D'entrée de jeu, de nombreux participants ont mentionné qu'à la lueur de ses réalisations, la TPDSL est une structure « en santé ». De prime abord, il ne semble pas y avoir d'irritants majeurs. De plus, il importe de bien comprendre que, malgré toute la bonne volonté possible, la TPDSL ne peut changer les règles provenant de l'extérieur de sa structure comme, par exemple, les exigences liées à l'application de certains programmes gouvernementaux.

La structure dont s'est dotée la TPDSL avec ses comités locaux de développement social représente, en soi, un défi. Il y a, d'une part, le soutien à ces comités et, d'autre part, la participation de ces derniers à la structure régionale (C.A.). D'ailleurs, bien que six sièges du conseil d'administration soient réservés pour la représentation des six territoires de MRC, il est parfois difficile d'y maintenir une présence soutenue. Cependant, à ce chapitre, les participants manifestent clairement leur souhait que la participation locale au palier régional soit maintenue et encouragée.

Le fonctionnement de la TPDSL est propre à la région Lanaudière. Les particularités de nos différents territoires sont la raison même qui a motivé l'organisation d'une telle structure de concertation. Certes, les exigences sont importantes en ce qui a trait à la concertation de tous, mais c'est aussi le gage du nécessaire ancrage dans les différents milieux. Sans l'existence formelle des liens entre le palier local et le palier régional, la TPDSL ne serait pas aussi représentative de la région. Il y a donc lieu aussi de maintenir la « présence régionale » dans les comités locaux.

Une préoccupation a aussi été émise sur le « roulement » dans les comités locaux. La mobilisation et le maintien de la motivation des personnes qui participent aux travaux des comités locaux sont parfois difficiles. Cette situation a souvent comme effet que tout repose sur les épaules d'une petite poignée de personnes, ce qui, en soi, peut être la cause d'un essoufflement. Il y a donc lieu de fournir les efforts nécessaires à la mobilisation de nouveaux acteurs et au maintien de la motivation au sein des comités locaux.

Aussi, il est souhaité de mieux définir le mandat des comités locaux, de préciser les attentes et les liens à établir entre ces derniers et le palier régional. Outre ces précisions, il est aussi souhaité que le palier régional se donne un rôle de « coaching » auprès des comités locaux. La participation à ces comités ne doit pas être perçue comme étant une simple exigence opportuniste pour « aller chercher de l'argent » dans le cadre des appels de projets. Les relations entre le palier régional et le palier local doivent être considérées comme étant une forme de « leadership partagé » dans cette structure de développement régional.

Cependant, comme cela avait été soulevé lors des travaux sur les actions et les résultats, des lacunes sont relevées quant à la circulation de l'information. Des ajustements et améliorations sont souhaités, tant entre le palier régional et le palier local qu'entre les différents comités locaux eux-mêmes. Quelques moyens ont été identifiés comme, par exemple, la mise en place d'un site Internet interactif et l'utilisation d'un bulletin

d'information « bidirectionnel ». Outre les moyens, il a aussi été mentionné que l'information qui circule est parfois hermétique et non accessible pour certaines personnes impliquées au palier local. La disponibilité et la circulation d'une information claire et accessible sont considérées comme un point important à améliorer. Il importe donc de demeurer vigilants quant à la vulgarisation et à l'accessibilité de l'information.

Toujours au chapitre des communications, il y aurait lieu d'améliorer la visibilité régionale de la TPDSL. Parfois, on a tendance à se replier et à négliger l'importance de la promotion et des communications vers l'extérieur. Les efforts consentis au développement social dans la région méritent d'être promus dans un esprit de sensibilisation aux réalités vécues dans les différents milieux. À cet effet, il faut promouvoir les réalisations de la TPDSL et souligner les bons coups réalisés tout en augmentant sa visibilité.

Concernant le financement, il semble y avoir unanimité sur le maintien du fonds de développement régional (FDR) en soutien aux projets locaux et régionaux. Bien qu'il ait été mentionné qu'il n'y a pas suffisamment d'argent pour répondre à l'ensemble des attentes, le maintien d'une enveloppe spécifique en soutien aux projets locaux est essentiel. Il a été mentionné que le maintien du FDR dans sa forme actuelle permet un effet de levier tout en impliquant les milieux, ce qui augmente la probabilité de pérennité des différentes actions entreprises. On doit également porter attention au fait que le trop peu d'argent disponible puisse susciter la compétition entre les groupes des différents territoires.

Toujours concernant le FDR, une plus grande souplesse est souhaitée à différents égards :

- Souplesse quant aux exigences et délais de présentation des projets;
- Souplesse dans les exigences et délais de reddition de comptes;
- Pour ce qui est des projets locaux, ces derniers devraient faire l'objet de recommandations de la part des comités locaux eux-mêmes.

Un souhait est émis à savoir que la TPDSL devienne seul maître d'œuvre quant à la reddition de comptes. Dans le cadre de l'entente spécifique en développement social, les exigences posées par la Conférence régionale des élus (es) sont jugées trop restrictives et ne permettent pas toujours de respecter les choix locaux. Il est suggéré que la TPDSL explore les possibilités pour devenir, elle-même, la bailleresse de fonds afin de permettre davantage de souplesse dans l'adoption des critères de reddition de comptes et des exigences dans la réalisation des projets.

Souvent, la réalisation de projets dans le cadre du FDR est trop limitée dans le temps. Ceci a parfois pour effet de créer des attentes sans pour autant qu'il y ait suffisamment de possibilités d'étalement dans le temps. On commence quelque chose et on ne peut poursuivre. Il y a lieu d'explorer la possibilité d'avoir recours à d'autres sources de financement pour assurer une meilleure pérennité aux actions. Il y a lieu, aussi, d'explorer la possibilité de soutenir des projets sur une période plus longue qu'une seule année. Il serait souhaitable de pouvoir travailler avec un horizon allant jusqu'à cinq ans.

Il a aussi été mentionné qu'il serait pertinent de mieux définir ce qui est entendu par « projet structurant ». Entre autres, certains se questionnent sur le caractère structurant des nombreuses recherches et états de situation réalisés. Est-ce que de tels projets devraient être admissibles au FDR? Est-ce qu'une recherche ne devrait pas être systématiquement suivie par la réalisation d'actions concrètes?

Concernant le partenariat entourant la TPDSL, il est souhaité de l'élargir. Comme il en a été question lors des travaux sur les actions et les résultats, la participation des élus municipaux est considérée comme insuffisante, mais souhaitable. Le lien de proximité entre les élus et les comités locaux doit être encouragé et soutenu. Il y a donc lieu d'explorer tous les moyens pour favoriser la participation de nos élus. Nonobstant l'aspect partisan, les élus doivent comprendre qu'ils ont tout à gagner par des actions visant le développement social de leur communauté et de leur territoire.

Il est aussi mentionné que trop souvent, nous nous limitons à des partenaires à caractère plutôt social. Il importe de ne pas perdre de vue l'importance de nous allier des partenaires provenant d'autres milieux à caractère plus économique. Par exemple, il serait souhaitable de susciter la participation des chambres de commerce au sein des comités locaux. Pour le palier régional, il pourrait être envisagé d'élargir la participation à des organisations telles Lanaudière économique ou encore le Regroupement des industriels de la région. Avoir un regard large est un réflexe qui n'est pas suffisamment développé : il ne faut pas oublier que le développement économique fait aussi partie intégrante du développement social.

FONCTIONNEMENT PRIORISÉ

Compte tenu des éléments qui précèdent, il est possible de remarquer qu'en général, les bases du fonctionnement actuel sont satisfaisantes. Les modifications souhaitées relèvent davantage de l'ajustement et de l'amélioration que du chambardement de la structure qui, dans l'ensemble, correspond aux besoins. En résumé :

● **La TPDSL en tant que structure régionale**

- Promouvoir les réalisations de la TPDSL, souligner les bons coups et en augmenter la visibilité;
- Renforcer les communications et les informations du palier régional vers les comités locaux;
- Tenter d'élargir le financement de la TPDSL à d'autres sources (fédéral, etc.);
- Demeurer ancrée sur les réalités locales.

● **Le Fonds de développement régional (FDR)**

- Maintenir les appels de projets FDR locaux;
- Maintenir les appels de projets FDR régionaux;
- Simplifier la reddition de comptes et les exigences relatives aux projets;
- Augmenter les échéances pour la préparation et la reddition de comptes;
- Soutenir les projets au-delà d'un an (horizon de cinq ans);
- Définir plus clairement ce qu'est un « projet structurant »;
- Tenter d'augmenter les montants disponibles tant pour le fonctionnement de la TPDSL que pour les appels de projets FDR;
- Pour les projets locaux, faire l'objet de recommandations de la part des comités locaux.

● Les comités locaux

- Tenter de diversifier les partenariats au sein des comités locaux et développer des stratégies d'attraction de nouveaux partenaires :
 - Milieu des affaires
 - Élus municipaux
 - Notaires
 - Etc.
- Développer des stratégies d'attraction de nouveaux partenaires;
- Pour les comités locaux, être mieux représentés au palier régional, ce qui permet de tenir compte des préoccupations de tous les territoires;
- Augmenter le soutien aux comités locaux :
 - Soutien financier
 - Accompagnement
- Réaliser avec les comités locaux un tel exercice de réflexion sur eux.

POUR CONCLURE

À la lueur de ce qui précède, il est possible de dire que l'aventure débutée en 1999, avec la mise en place de la TPDSL, a connu davantage de succès que d'échecs. Certes, la naissance de cette structure ne s'est pas faite sans heurts. Cependant, une fois les réticences passées, ce lieu de concertation large et unique dans la région a permis de dépasser les limites de la verticalité des actions et de développer des approches novatrices, basées sur les réalités vécues dans les différents territoires de la région.

La diversité des partenaires impliqués au sein de la structure et dans les démarches de développement social a suscité des réalisations importantes, entre autres au chapitre de la participation citoyenne et de la prise en charge des milieux. La concertation à partir de laquelle est issue la TPDSL reste cependant exigeante et demande l'implication soutenue des partenaires. La mobilisation et le maintien de la motivation demandent des efforts qu'il importe de ne pas négliger, au-delà de la seule réalisation de projets concrets. Sans cette base plurielle, bien ancrée dans les différents milieux de la région, les réalisations régionales et locales de la TPDSL et de ses comités locaux n'auraient sans doute pas le même impact.

Une grande partie des succès de la TPDSL repose certainement sur le respect des différences qui existent entre les différents territoires de la région. Au-delà de ces différences, la TPDSL a su tabler sur une approche permettant d'adapter les solutions aux particularités des situations vécues. Ainsi, les liens étroits entre le palier local et le palier régional sont non seulement à maintenir, mais à développer. L'approche du développement social ne se fait pas du haut vers le bas, mais à l'inverse. C'est de ce modèle qu'est née la TPDSL et c'est ce modèle qu'il importe de conserver.

MOT DE CLÔTURE



MONSIEUR GAÉTAN MORIN

*Maire de Saint-Marcelline-de-Kildare
Préfet de la MRC Matawinie*



MADAME DENYSE OUELLET

*Directrice générale
Centre de bénévolat Brandon*

Bonjour à toutes et à tous,

Après cette fructueuse journée de travail, nous tenons sincèrement à vous remercier, acteurs et artisans des comités locaux, ainsi que partenaires régionaux, pour votre implication et votre énergie créative. Merci d'être venus travailler avec nous et surtout, merci de croire encore au développement social de nos communautés.

Nous avons pris ce temps pour regarder derrière et apprécier les réalisations et le travail accomplis. Cet exercice nous permettra de mieux définir ce qui reste à faire et ce que seront nos priorités de travail pour le futur. Oui, c'est vrai, la tâche est encore bien grande...

La Table des partenaires du développement social de Lanaudière entend continuer à être dans l'action et à se positionner en tant que leader de certains projets et comme maître d'œuvre dans l'élaboration de solutions. La vision globale que nous avons su développer, dans la façon d'aborder les problèmes, de mettre en œuvre des solutions et de mobiliser les acteurs concernés, nous semble un gage de réussite essentiel.

Les ententes spécifiques en développement social nous ont permis et nous permettent encore de mettre en commun nos efforts, nos ressources et nos expertises au profit du développement social de nos territoires. Notre travail a certainement permis de renforcer la concertation régionale par la conclusion et les réalisations rendues possibles par trois ententes spécifiques consécutives.

Aussi, nous désirons vous informer qu'à titre de coprésidents de la Table des partenaires du développement social, nous sommes mariés. Oui, nous sommes mariés au développement social et notre union est « pour le meilleur et pour le pire ». Mais surtout, notre union est « pour la vie ». Et vous? Serez-vous encore là cette année pour continuer le travail amorcé? Serez-vous encore là pour les 10 prochaines années? Pour nous le dire, levez-vous et dites « Oui, je le veux »!

Merci et bonne suite de journée!

SOIRÉE RECONNAISSANCE 10E ANNIVERSAIRE



Après 10 ans, honorer les individus et les organisations qui ont contribué de façon exceptionnelle au développement social des territoires de MRC et de la région devenait incontournable. Pour ce faire, nous avons invité les six comités locaux de développement social, ainsi qu'un comité composé de Johanne McMillan, Jean Beaudoin, Claire J. Poliquin et Richard Desjardins à se référer à la définition du développement social adoptée par les participants aux forums sur le développement social de 1997 et 1998 (voir en Avant-propos). Cependant, comme la liste des individus et des organisations aurait été longue et qu'il fallait arrêter notre choix sur un récipiendaire par catégorie, nous nous sommes dotés d'autres critères tels que la durée de la contribution, la collaboration intersectorielle et l'intensité dans l'engagement.

Les nominations se divisaient en trois catégories, soit :

- **INDIVIDU** : Intervenant ou citoyen
- **ORGANISATION** : Organisme, entreprise privée, entreprise d'économie sociale, etc.
- **ÉLU (E)** : Conseiller, maire, préfet, député

23 prix ont alors été décernés, soit un prix pour chacune des 3 catégories dans chacune des MRC, un prix pour chacune des catégories pour l'ensemble de la région et deux prix **HOMMAGE**.

Les lauréats de cette Soirée se voyaient remettre une magnifique sculpture de Michel Boire.

L'ŒUVRE

Inspiré d'un bipède à l'allure simple
Comme un drôle de moineau
Il utilise du bois simple
Comme le bois de chauffage
Il observe des gens simples
Comme vous et moi

L'oiseau rare du développement social

*Il est curieux et amical
Un peu penché du côté cœur
Il demeure stable.*

*À l'affût des opportunités et défis
Il est interrogatif et réceptif
Il est humain, c'est un drôle de moineau.*



L'ARTISTE

Né à Montréal au milieu des années cinquante, Michel Boire ne manque jamais une occasion de concrétiser les défis que son imaginaire lui propose. Tout jeune, il dessine des plans, fabrique des maquettes et construit cabanes, refuges et châteaux forts dans les terrains vagues non loin de chez lui. La passion de la création artistique grandissant avec le temps, il étudiera en arts, puis en architecture, tout en s'impliquant dans plusieurs projets qui lui permettent de mettre en pratique les théories apprises à l'école.

Michel Boire est surprenant dans la polyvalence de ses intérêts et, de surcroît, de ses talents. De professeur de métallurgie à ébéniste, en passant par potier et rénovateur, il touche à tous les médiums et réussit à travers eux à donner libre cours à son imagination. Chacun reconnaîtra dans les oiseaux de Michel Boire, les allures, les traits ou les airs d'un voisin, d'une cousine ou d'un ami. Œuvre anthropomorphique, c'est un rapport entre la société québécoise, dans sa diversité individuelle et sa complémentarité, et la nature, dans toute sa pureté, que nous propose l'artiste avec ses sculptures.

Félicitations à nos lauréats!



CATÉGORIE HOMMAGE

JEAN-GUY FRIGON (prix posthume)
(Représenté par son épouse Madeleine Frigon)

&

ALAIN COUTU
GRAND PRIX RÉGIONAL

PRIX RÉGIONAUX

ORGANISATION
DENISE ROBITAILLE
Galop

INDIVIDU
ARMAND LAJEUNESSE
(Représenté par Frédéric Plante)
Coopérative de développement régional
Lanaudière

ÉLU
ALAIN LARUE
Maire, Notre-Dame-des-Prairies



CATÉGORIE ÉLU (E)

DENISE PAQUETTE, conseillère municipale de Mascouche,
Les Moulins

FRANCE LANOUE, commissaire à la Commission scolaire
des Samares, Montcalm

ANDRÉ VILLENEUVE, ancien maire de Lanoraie, D'Autray
(Représenté par Guillaume Denommée)

DIANE NICOLETTI, conseillère municipale de Joliette
(Représentée par René Laurin)

LYNE MARCIL, mairesse de Sainte-Émélie-de-l'Énergie,
Matawinie

LOUISE T. FRANCOEUR, conseillère municipale de
l'Assomption



CATÉGORIE INDIVIDU

ALAIN COUTU, Matawinie

HUGUETTE PIMPARÉ, l'Assomption

LOUISE FOURTANÉ BORDONADO, Les Moulins

DENYSE OUELLET, D'Autray

JACQUES PATENAUDE, Joliette

MARTIN THIBAUT, Montcalm

CATÉGORIE ORGANISATION

LA MYRIADE, Matawinie

TABLE PAUVRETÉ ET SOLIDARITÉ LES MOULINS,
Les Moulins

**TABLE DE CONCERTATION DES ORGANISMES
COMMUNAUTAIRES DE L'ASSOMPTION**,
L'Assomption

CENTRE D'ACTION BÉNÉVOLE ÉMILIE-GAMELIN,
Joliette

SADC D'AUTRAY-JOLIETTE, D'Autray

REGROUPEMENT BÉNÉVOLE DE MONTCALM,
Montcalm



DES ALLUMETTES POUR S'ÉCLAIRER

Paroles et musique : Marc Chabot et Richard Séguin

*Toi, tu voulais changer le monde
Lancer ta ligne, jeter une sonde
Toucher l'amour avec ta fronde
Voler plus haut avec ta blonde*

*Toi, tu voulais changer le monde
Fouiller la terre de fond en comble
Croire en la vie sortir de l'ombre
Grimper au ciel quelques secondes*



*10 ans plus tard, te restent encore
Quelques morceaux de rêves cassés
Et dans ta tête d'entêté
Des désaccords, des métaphores*

*Toi tu voulais l'égalité
Des hommes, des femmes en liberté
Et des enfants qui vont s'aimer
Tout un pays, comme un chantier*

*Toi tu voulais beaucoup d'idées
Des injustices à démasquer
Sortir dehors sans grelotter
Et du bonheur à siroter*

*20 ans plus tard, te restent encore
Des poussières de rêves émiettés
20 ans plus tard, te restent encore
Quelques merveilles et des trésors*

*Dix mille raisons d'abandonner
Dix mille raisons de tout lâcher
On aimerait bien que tu te taises
On serait tranquille, on serait à l'aise
Cent mille raisons pour continuer
Cent mille raisons pour s'acharner
Y a du malheur à détourner
Et des tristesses à édentier*

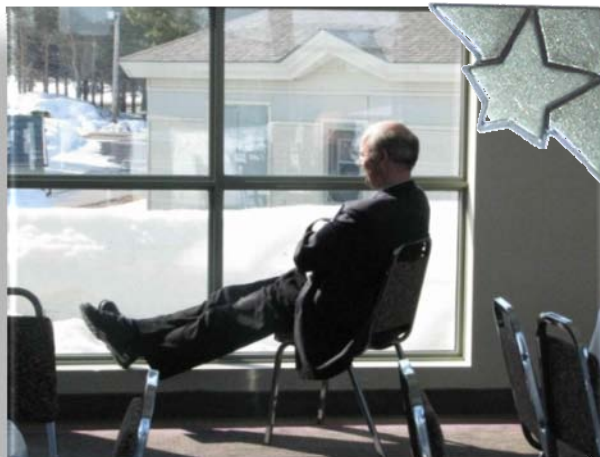
*30 ans plus tard, il reste encore
Des mots, des phares, de l'amitié
30 ans plus tard, même dans le noir
Des allumettes... pour s'éclairer*

Y A DES MOMENTS INOUBLIABLES !

(Y en a qui sont sérieux...)



(Y en a qui sont relax...)



(Y en a qui rient...)



(Y en a d'autres qui rient moins...)



(Y en a qui hésitent...)



(Et d'autres... pis à quoi bon, y pas de gêne !!!)

ANNEXE A

ORGANISATIONS REPRÉSENTÉES ET PARTICIPANTS

ORGANISME	PARTICIPANTS ET PARTICIPANTES	
Action Dignité Lanaudière	Jacques Desrosiers	Lorraine Roy
	Jacques Patenaude	Guy Beauchamp
Action RH Lanaudière	Fabienne Pouget	
APH Matawinie	Léo Nelson	Michel Picard
	Ysabel Fréchette	
AQDR MRC Joliette	Norbert Rodrigue	
Ass. Rég. Loisirs pers. hand. Lanaudière	Hélène Bonin	
ASSS Lanaudière	Louise Lemire	
Au chez-nous du Communautaire	Pierrette Paquin	Andrée Martel
Buffet Accès Emploi	Karine Lafond	
Caisse d'Économie Solidaire Desjardins	Sylvie Hamel	
Carrefour Jeunesse Emploi D'Autray-Joliette	Richard Desjardins	
Carrefour Jeunesse Emploi L'Assomption	Josée Mailhot	
Carrefour Jeunesse Emploi Matawinie	Sylvie Forest	
Centre communautaire bénévole Matawinie	Thérèse McComber	Robert Beauparlant
	Kim Bissonnette	
Centre de bénévolat Brandon	Denyse Ouellet	
Centre de santé et services sociaux du Nord	Marie Beauchamp	Danielle Marchand
	Alain Coutu	Hélène Brien
	Francine Gravel	Mélanie Manseau
	Isabelle Ducharme	Pauline Girard
Centre de santé et services sociaux du Sud	Josée Pelletier	
Centre d'études sur l'action communautaire	Richard Gauthier	
Centre Jeunesse Lanaudière	Julie Marcotte	Mathieu De Serres
Centre Multiservices des Samares	Isabelle Fraser	
Centre d'action bénévole Émilie Gamelin	Jean-Guy Brien	
Citoyen et citoyennes	Jean-Luc Marcil	Madeleine Frigon
	Danielle Forest	Mme MacDonald
CLD Joliette	Dominique Masse	
CLD Matawinie	Jacinthe Mailhot	Maryline Lafrenière
	Jean Perron	
CLD Montcalm	Emmanuelle Waters	
CLE Rawdon	Luce Forest	Carolle Bibeau
CLE Ste-Julienne	Yves Duquette	
CLSC D'Autray	Josée Melançon	Véronique R. De Massy
	Luc Winter	
CLSC Joliette	Ginette Gagnon	Julie Thériault
CLSC Lamater	Richard Ryan	Yves Leclerc
	Robert Lagrange	
CLSC Matawinie	Christiane Morin	Dominique Venne
CLSC Meilleur	Annick St-Denis	Sylvie Nault
	Patrick Malboeuf	Yvon Desrochers

CLSC Montcalm	Marc-André Girard	
Commission scolaire des Samares	France T. Lanoue	Sylvie Anctil
Conseil Central CSN Lanaudière	Daniel Tessier	
Conseil du Statut de la femme	Colette Marcotte	
COOP de services multiples de Lanaudière	Francine Lafontaine	
Coopérative de développement régional	Armand Lajeunesse	Frédéric Plante
CPRSM	Joseph Tyan	
	Véronique Jetté-Nantel	Marc Valade
CRÉ Lanaudière	Pierre Lafontaine	Richard Malo
	Louise Landreville	
CREVALE	Johanne McMillan	
Cuisines collectives La joyeuse marmite	France Gagnon	Nicole Fortin
Débuté de Berthier	Guillaume Denommée	
Député de Joliette	Pierre Paquette	
Député de Joliette (Attachée politique)	Nancy Gagnon	
Député de L'Assomption	René Asselin	
Député de Rousseau	Lynne Harpin	
Député de Terrebonne (Attaché politique)	Jonathan Roy	
Dianova	Nolan Filiatrault	
	Claude Bégin	Laurent Marcoux
Direction de Santé publique et d'Évaluation	Dominique Corbeil	Lise Ouellet
	Élizabeth Cadieux	Jean-Pierre Trépanier
	Ginette Lampron	Monique Ducharme
Du Cœur au Ventre	Tammie Desjardins	
Emploi Québec	Claude Courchesne	Jacques Paré
	Ghislain Laprise	
FADOQ	Agnès DeRouin Plourde	Réal Hervieux
Fédération des Caisses Desjardins	Jean Beaudoin	Myriam Lafrance
Fédération de l'UPA	Diane Joly	
Forum Jeunesse Lanaudière	Hugo Valiquette	
	Claudette Martel	Jacline Lagueux
GALOP	Denise Robitaille	Magalie Dumas
HANDAMI	Diane Malouin Guérin	Hélène Ménard
La Myriade	Gisèle Legault	
L'avenue, justice alternative	Joane Vandal	
	Alain Benoît	Jessie Armstrong
Maison des jeunes de L'Assomption	Aline Venne	Maude Richard
	Constance Riopel	Simon Mc Auley
Maison des jeunes de Repentigny	Sylvain Lévesque	
MAMROT	Claudette Larouche	Jean Ouellet
Ministère Immigration Communautés culturelles	Elsy Lopez	
Moisson Laurentides	Lisa de Repentigny	
Mouvement organisé des Mères solidaires	Pauline Gascon	
MRC Matawinie	Lyne Arbour	Gaétan Morin
MRC Montcalm	Gaétan Hudon	Lyne Larivée
Municipalité Chertsey	Annie Poitras	
Municipalité Crabtree	David Chevrette	
Municipalité L'Épiphanie	Jacques Amireault	

Municipalité de Rawdon	<i>Valentina Acosta</i>	
Municipalité Repentigny	<i>Isabelle Champagne</i>	
Municipalité St-Didace	<i>Isabelle Villeneuve</i>	
Municipalité Ste-Émélie	<i>Lyne Marcil</i>	
Office des personnes handicapées du Québec	<i>Sylvain Manseau</i>	
Parrainage civique Lanaudière	<i>Carol Lépine</i>	
Québec en forme	<i>Karine Fréchette</i>	
Regroupement bénévole de Montcalm	<i>Lyne Sauriol</i>	
Réseau québécois de développement social	<i>Christiane Lussier</i>	
SADC Achigan-Montcalm	<i>Martin Thibault</i>	
SADC D'Autray-Joliette	<i>Jocelyn De Granpré</i>	
	<i>Pierre Marois</i>	
SADC Matawinie	<i>Emmanuelle Lefebvre</i>	<i>Jonathan Landreville</i>
	<i>Guy Lorrain</i>	
Service Canada	<i>Christine Cormier</i>	
Service spécialisé Essor II	<i>Marcelle Goyet</i>	
Services Québec	<i>Michel Bonin</i>	
SNQ Lanaudière	<i>Claire Juneau</i>	
Société Habitation du Québec	<i>Marie-Hélène Perron</i>	
Table de concertation des organismes de femmes	<i>Francine Rivest</i>	
Table des aînés de Lanaudière	<i>Jean-Guy Léger</i>	
Table Pauvreté et Solidarité des Moulins	<i>Madeleine Jean</i>	
TCOC L'Assomption	<i>Sébastien Guernon</i>	<i>Francine Hébert</i>
	<i>Chantal Lalonde</i>	<i>Chantale Quesnel</i>
TPDSL	<i>Yves Côté</i>	<i>Sabine Roblain</i>
	<i>Isabelle Levasseur</i>	
TROCL	<i>Chantal Sullivan</i>	
Vieillir en demeurant dans sa communauté	<i>Céline Beaudoin</i>	
Ville de Joliette	<i>Diane Nicoletti</i>	<i>René Laurin</i>
	<i>Laurette Jobin Morin</i>	<i>Pierre Gour</i>
Ville de L'Assomption	<i>Louise T. Francoeur</i>	
	<i>Denise Paquette</i>	<i>Louise F. Bordonado</i>
Ville de Mascouche	<i>Louis Duval</i>	
Ville de Repentigny	<i>Cécile Hénault</i>	
Ville de Terrebonne	<i>Marie-Claude Lamarche</i>	

ANNEXE B
ATELIER SUR LES ACTIONS ET RÉSULTATS : OUTILS



10^{IÈME} ANNIVERSAIRE

TABLE DES PARTENAIRES DU DÉVELOPPEMENT SOCIAL DE LANAUDIÈRE

ATELIER SUR LES ACTIONS ET RÉSULTATS : OUTILS

18 MARS 2009

MISSION

La Table des partenaires du développement social de Lanaudière concerte et mobilise les acteurs des divers milieux lanaudois autour des préoccupations concernant le développement social dans le but d'améliorer la qualité de vie de la population.

PRÉAMBULE

« Le développement social fait référence à la mise en place et au renforcement, au sein des communautés, dans les régions et à l'échelle de la collectivité, des conditions requises pour permettre à chaque individu de développer pleinement ses potentiels et de pouvoir tirer sa juste part de l'enrichissement collectif. Les objectifs du développement social permettraient à la collectivité de progresser socialement, culturellement et économiquement, dans un contexte où les acteurs du développement économique s'orientent vers un développement durable, soucieux de justice sociale.

Dans cette optique, le développement social, le développement économique et le développement culturel sont des dimensions interdépendantes et complémentaires d'un projet de société ».

Pour ce faire, la Table voit à regrouper des individus ou des personnes issues d'organismes, de groupes communautaires, de ministères ou d'organismes gouvernementaux, de corporations publiques, parapubliques et d'entreprises privées, du milieu politique, culturel et environnemental dans le but de favoriser le développement social de la population lanaudoise en se basant sur l'implication de ces derniers ou d'autres partenaires potentiels dans une perspective de développement durable.

OBJECTIFS

- Identifier et analyser les problématiques vécues et les besoins à combler de la population lanaudoise et donner les avis s'y rapportant;
- Susciter et soutenir le développement ou la consolidation de services et de ressources pour répondre adéquatement aux besoins de la population lanaudoise;
- Sensibiliser et éduquer la population, les instances et les partenaires aux problématiques reliées au développement social;
- Accroître la cohérence et la complémentarité entre l'ensemble des partenaires;
- Diversifier le financement de la Table pour en favoriser sa pérennité.

ACTIONS ET RÉSULTATS DEPUIS 1999

Dossiers priorisés au Forum 1998 par la région	Principales actions	Principaux résultats
1. Mettre sur pied un fonds de développement social créé à partir de redevances sur l'exploitation des ressources naturelles	1.1. Positionnement de cette priorité régionale au Rendez-vous des Régions (2002) 1.2. Élaboration d'un projet présenté au ministère des Finances (2003) 1.3. Réalisation d'une étude de faisabilité pour la création d'une fondation communautaire (2006) 1.4. Développement de la Fondation (2008) 1.5. Présentation de nos travaux à 3 régions	• Accord de principe du Conseil du Trésor pour élaborer un projet de création de fonds • Abandon, après l'étude de faisabilité, de l'idée de créer un fonds et accent mis sur la création d'une fondation communautaire • Incorporation de la Fondation communautaire de Lanaudière • Création de trois fonds au 1^{er} octobre 2008 • Démarche de deux régions pour créer une fondation communautaire
2. Inscrire l'équité interrégionale comme trame de fond à la notion de justice sociale	2.1. Sensibilisation des instances nationales, par exemple : Rendez-vous des régions (2002), pétition à la SHQ (2004), demande de reconduction du programme Accès-Logis (à chaque année) 2.2. Participation à la Coalition des citoyens et citoyennes tannés d'attendre pour l'augmentation du budget en santé (2001-2003) 2.3. Appui à la demande de Culture Lanaudière en matière d'équité interrégionale (2002)	• Création de nouveaux liens entre les différents réseaux : santé, environnement, culture, communautaire, etc.
3. Harmoniser les modes de transport, incluant l'assouplissement des normes et des règlements	3.1. Mise en place d'un comité de travail régional sur le transport (2001) et participation aux consultations sur la création du Conseil régional de transport (2002) 3.2. Soutien aux comités locaux de développement social dans leurs travaux sur l'harmonisation et le développement des modes de transport de leur MRC (2002) 3.3. Soutien technique et humain dans les suites de l'enquête sur le transport des 3 villes de la MRC Joliette (2007-2008) 3.4. Relance d'un comité régional sur le transport collectif composé de représentants des comités locaux de développement social et d'organisations régionales pour faciliter les arrimages régionaux et locaux (2008)	• Sensibilisation des élus (es) • Lancement de l'enquête et du portrait du transport • Couverture de presse en présence du préfet.

Dossiers priorités <u>après</u> le Forum	Principales actions	Principaux résultats
4. Créer une table régionale distincte qui verrait à donner suite aux préoccupations identifiées au forum de 1998	4.1. Organisation d'une consultation régionale pour identifier les mandats de la table et les partenaires qui la soutiendraient (1999) 4.2. Demande d'incorporation (1999) 4.3. Négociation d'une entente spécifique en développement social 4.4. Présentation de notre structure à 3 régions ainsi qu'à une délégation française 4.5. Information et sensibilisation de la population et des instances aux problématiques en développement social	• Soutien financier de la part de plusieurs partenaires pour le développement de la structure • Mise en place de la Table des partenaires du développement social de Lanaudière (Table) et soutien à la mise en place de réseau des six comités locaux en développement social • Signature d'une première entente spécifique en 2000 • Réserve d'un fonds (FDR) pour soutenir des projets locaux • Reconnaissance de la Table comme table sectorielle par le CRD • Information sur la manière de faire la concertation • Diffusion de bulletins d'information sur Habitat-Santé et les projets de la Table à tous nos partenaires et élus • Diffusion d'articles sur la région de Lanaudière dans la revue Développement social • Diffusion de communiqués de presse sur les travaux de la Table dans les journaux • Création et mise à jour d'un site internet • Présentation de plusieurs projets de la Table au CA de la CRÉ • Participation aux consultations en lien avec le développement de la région : adaptation des programmes et normes du gouvernement, mise en place des réseaux locaux de santé et services sociaux, commissions sociale et économique de la CRÉ • Présentations et consultations de conseils des maires, des députés et de la CRÉ sur quelques problématiques en développement social

Dossiers prioritisés <u>après le</u> Forum	Principales actions	Principaux résultats
5. Promouvoir la réussite scolaire chez les jeunes	5.1. Organisation d'une journée de réflexion sur l'abandon scolaire dans Lanaudière (2001) 5.2. Organisation d'un souper-conférence sur l'abandon scolaire et le CRÉPAS (2002) 5.3. Animation de la concertation créée après les activités de 2001 et 2002 et participation à l'élaboration d'un plan de développement pour la valorisation de l'éducation (2003) 5.4. Participation au CA du CRÉVALE de 2003 à 2006	• Mise en place et animation d'une concertation d'acteurs • Près de 100 personnes y ont participé
6. S'assurer que les Lanaudois et les Lanaudoises à faible revenu aient accès à du logement de qualité et en quantité suffisante	6.1. Réalisation de plusieurs recherches sur le sujet : ▪ Le développement social dans Lanaudière (septembre 2001) ▪ Portrait statistique de la situation résidentielle de la population lanaudoise (mars 2002) ▪ Le logement social dans Lanaudière (mars 2002) ▪ L'habitation et le logement social, portrait et développement (juin 2003) 6.2. Création et animation du comité stratégique en habitation et en logement social (2004) 6.3. Démarches de représentations politiques sur les programmes de la SHQ (ex : Accès-Logis, RénoVillage et Réparations d'urgence) 6.4. Animation et gestion du projet Habitat-Santé (2004-2007)	• Partenariat autour d'un plan de développement 2004-2009 • Pétition déposée à l'Assemblée nationale avec 2600 signatures • Mémoire fait en collaboration avec les 3 MRC rurales, et appuyé par la CRÉ, proposant des recommandations pour l'amélioration des programmes de rénovation, envoyé à la SHQ, à la ministre responsable de l'habitation • Amélioration de la salubrité de plus de quarante (40) résidences de ménages à faible revenu dans quatre municipalités • Production d'un guide de rénovation et d'un protocole de décontamination dont 1500 ont été distribués dans les caisses populaires, les organismes communautaires, les municipalités et les quincailleries des MRC Matawinie, Montcalm et D'Autray • Présentation de nos travaux à 3 régions et à 2 événements nationaux

Dossiers priorisés <u>après le</u> Forum	Principales actions	Principaux résultats
	6.5. Participation aux comités d'encadrement de projets novateurs, par exemple : coopérative en rénovation (2006), étude sur la faisabilité du fonds en logement (2006), étude sur les besoins d'adaptation de domiciles pour les personnes ayant un handicap (2008) 6.6. Animation d'une activité de relance d'une association de défense des droits des locataires (2006) 6.7. Soutien à la création d'un organisme en défense de droits des locataires 6.8. Élaboration d'un laboratoire rural en logement en collaboration avec la MRC Montcalm et demande de financement au MAMROT (2008) 6.9. Présentation d'un mémoire sur la lutte contre la pauvreté à la commission parlementaire des Affaires sociales dans le cadre de la loi 112 (2001)	• Soutien à la création de Rénovaction solidaire • Fonds d'aide à l'habitation en élaboration • Mise en place d'un comité de recherche sur l'adaptation de domicile et soutien à la recherche • Mise en place d'un comité de démarrage d'une association de défense des droits des locataires • Pistes d'action pour un 2^e plan de développement de cinq ans pour le comité stratégique en habitation et logement social
7. Faire la lutte à la pauvreté et à l'exclusion sociale des prestataires de la sécurité du revenu	7.1. Participation au comité régional de lutte contre la pauvreté piloté par le CRD/CRÉ (2002-2003) 7.2. Soutien à quatre MRC dans l'élaboration de leur plan d'action de lutte contre la pauvreté (2004) 7.3. Participation à deux recherches nationales menées par 1) l'Université de Montréal pour le compte du RQDS et 2) l'INRS (2007-2008) 7.4. Sensibilisation de l'association des industriels de Joliette (2001) et d'une entreprise (2006) à l'idée d'organiser une activité de reconnaissance de l'entreprise citoyenne 7.5. Recherche de documentation sur la responsabilité sociale des entreprises	• 2 des 4 MRC ont élaboré un plan d'action de lutte contre la pauvreté • Reconnaissance, par le national, de la Table comme acteur du développement social et organisme de lutte contre la pauvreté • Abandon de l'idée d'organiser un événement régional • Transmission de la documentation au comité de développement social de la Matawinie suite à leur demande
8. Sensibiliser les entreprises privées au rôle social qu'elles peuvent jouer dans leur communauté (entreprise citoyenne)	8.1. Collaboration à la mise en place du Réseau d'animation en développement durable de Lanaudière (RADD-L)	• Invitation à participer au CA du RADDL

Dossiers priorisés <u>après le</u> Forum	Principales actions	Principaux résultats
9. Favoriser le développement social dans une perspective de développement durable	9.1. Participation à l'élaboration d'une formation sur le développement durable des communautés et soutien financier (2008) 9.2. Recherche de financement pour inclure les actions du RADDL dans la prochaine entente spécifique en développement social 9.3. Soutien au comité local de développement social de Joliette dans la mise en œuvre d'une démarche en développement durable dans les trois villes 9.4. Promotion du RADDL et des démarches de développement durable auprès des comités locaux 9.5. Présentation d'un avis dans le cadre de la stratégie gouvernementale en développement durable (2008) 9.6. Participation à l'évaluation d'implantation du programme de subvention en sécurité alimentaire de l'ASSS de Lanaudière (2004)	• Formation offerte et dispensée à une vingtaine d'intervenants • Ouverture de partenaires à financer ces actions • Le projet n'a pas été réalisé par manque de partenariat avec les villes • Réponse à des demandes d'information
10. Soutenir une concertation en sécurité alimentaire	10.1. Participation et réalisation de recherches-action en lien avec la sécurité alimentaire, par exemple : Agriculture biologique et développement social (2005). Évaluation des préoccupations, interventions et possibilités d'action concertée en SA (2006) 10.2. Organisation d'un forum sur la SA en 2006 10.3. Production d'un mémoire conjoint avec l'Agence de la santé et des services sociaux (ASSS) de Lanaudière dans le cadre de la CAAAQ (2007) 10.4. Création et animation du comité régional en SA et élaboration d'un plan d'action 10.5. Participation au comité exécutif et au Plateau intersectoriel régional (PIR) du Plan d'action gouvernemental (PAG) sur les saines habitudes de vie, sous la responsabilité de l'ASSS de Lanaudière	• Pistes d'actions à intégrer dans un futur plan d'action • Participation d'une soixantaine de personnes • Présentation conjointe du mémoire avec le Directeur régional de santé publique de l'ASSS de Lanaudière • Collaboration de plusieurs partenaires • Soutien financier de l'ASSS pour actualiser le plan d'action • Le PIR a accepté l'ajout de critères en sécurité alimentaire dans la liste de ses critères régionaux pour les appels de projets de Québec en forme

Dossiers priorisés <u>après</u> le Forum	Principales actions	Principaux résultats
	10.6. Participation au comité d'orientation de la planification communautaire Jeunesse (2006) commandée par Service Canada et pilotée par les 3 SADC de la région	Aucun suivi à la Planification communautaire jeunesse à cause de l'absence de porteur du dossier et de financement
11. Améliorer le continuum de services d'insertion socioprofessionnelle offerts aux jeunes	11.1. Coordination de l'entente interministérielle « Engagement Jeunesse » (2008) 11.2. Mise en place d'un comité de suivi régional 11.3. Élaboration d'un projet de mentorat social des retraités avec la Table des aînées et aînés de Lanaudière (2008)	- Établissement d'un état de situation pour deux programmes et mesures visés par l'Engagement Jeunesse : Qualification des jeunes, et Chantier 16-24 ans - Pistes de solution pour améliorer le continuum de services et implanter la transition école-vie active et services aux jeunes immigrants - Reconduction de l'entente pour 2 ans
12. Favoriser la participation sociale des aînés	12.1. Création et animation d'un comité de réflexion 12.2. Organisation d'une rencontre sur la place des aînés dans Lanaudière (octobre 2007) 12.3. Dépôt de deux demandes de financement pour le développement du projet de (2008) 12.4. Élaboration et gestion d'un projet régional d'inclusion des personnes handicapées dans les comités locaux de développement social financé par l'OPHQ (2002-2004)	- Entente de services avec les CSSSL pour réaliser un sondage auprès de leurs employé(e)s et de la TROCL pour réaliser un sondage sur les besoins des organismes communautaires - Ajout de partenaires au comité Mentorat social - Financement du programme Nouveaux Horizons pour poursuivre le travail - Intégration en emploi de 4 personnes handicapées (dans le projet) - Intégration de représentants des personnes handicapées au comité stratégique en habitation et logement social, au comité de travail sur le transport, au comité Engagement jeunesse de la Table
13. Favoriser la participation sociale des personnes handicapées.	13.1. Sondage sur les problématiques rencontrées par les associations de personnes handicapées 13.2. Soutien à la réalisation de l'étude sur les besoins des personnes liés à l'adaptation et à l'accessibilité d'habitation	- Intégration des préoccupations des personnes handicapées dans les travaux des comités locaux de développement social - Pistes de solution pour l'amélioration des programmes et le développement de projets de logement

QUESTIONS EN ATELIER, PERSPECTIVES ET DOSSIERS PRIORISÉS

Quelles sont vos impressions sur le bilan présenté? (40 minutes)

- Est-ce que vous êtes satisfaits des actions menées et des résultats obtenus?
- Aurions-nous pu faire mieux ou autrement?

Les perspectives pour 2008-2018 (35 minutes)

- Quels sont les pistes d'action, les enjeux ou les dossiers qui devraient être étudiés par la TPDSL dans les dix prochaines années (ceux actuels ou d'autres enjeux)?
- Individuellement, et considérant la question précédente, quelles devraient être les trois principales priorités d'action de la TPDSL au cours des dix prochaines années?
- Et maintenant, ensemble, quelles devraient être les cinq principales priorités d'action de la TPDSL au cours des dix prochaines années?

Liste des dossiers priorisés depuis 1999 :

- 1- Fonds de développement social
- 2- Équité interrégionale
- 3- Harmonisation du transport
- 4- Financement de la Table
- 5- Réussite scolaire
- 6- Habitation et logement social
- 7- Lutte à la pauvreté et à l'exclusion sociale
- 8- Entreprise citoyenne
- 9- Développement durable
- 10- Sécurité alimentaire
- 11- Insertion socioprofessionnelle des jeunes en difficulté
- 12- Participation sociale des aînés
- 13- Participation sociale des personnes handicapées

ANNEXE C
ATELIER SUR LE FONCTIONNEMENT : OUTILS



10^{IÈME} ANNIVERSAIRE

TABLE DES PARTENAIRES DU DÉVELOPPEMENT SOCIAL DE LANAUDIÈRE

ATELIER SUR LE FONCTIONNEMENT : OUTILS

18 MARS 2009

FONCTIONNEMENT DEPUIS 1999	PRINCIPALES ACTIONS	PRINCIPAUX RÉSULTATS																		
1. Financement																				
1.1. Financement de base	1.1.1. Gestion de trois ententes spécifiques en développement social pour le soutien au fonctionnement de la Table et pour le financement de projets locaux et régionaux	• Augmentation du montant dédié au fonctionnement et aux projets : - Entente 1 = 490 000 \$ (70 000 et 60 000 /an); - Entente 2 = 540 000 \$ (80 000 et 100 000/an); - Entente 3 = 744 000 \$ (148 000 et 100 000/an); - Total = 1 774 000 \$ investis; • Le nombre de partenaires financiers est passé de 3 à 7																		
1.2. Financement d'appoint	1.2.1. Présentation de demandes de subventions pour mener des projets spéciaux, par exemple : OPHQ, Habitat-Santé, Engagement jeunesse, projets spéciaux (sans les FDR)	• OPHQ = 100 000 \$ (Pers. handicapées et dév. social) • Santé Canada = 269 179 \$ (Habitat-Santé 2004-2007) • SHQ = 25 000 \$ (Recherche logement) • DSPE = 184 914 \$ (Sécurité alimentaire) • EQ = 93 329 \$ (Pers. handicapées et dév. social) • Divers = 29 186 \$ (Habitat-Santé) • SAJ = 110 000 \$ (Engagement Jeunesse) • Nouveaux Horizons = 20 000 \$ (Mentorat social) • Total = 831 608 \$																		
1.3. Financement de projets locaux et régionaux	1.3.1. Soutien financier à 46 projets locaux et 9 projets régionaux par le FDR en développement social : - o Entente 1 = 22 projets - o Entente 2 = 19 projets - o Entente 3 = 14 projets - o Contenu des projets développés : prévention du décrochage scolaire (8), sécurité alimentaire	<table> <tr> <th></th><th>FDR</th><th>Milieu</th></tr> <tr> <td>▪ Matawinie (9) =</td><td>85 534 \$</td><td>144 699 \$</td></tr> <tr> <td>▪ L'Assomption (8) =</td><td>89 493 \$</td><td>99 385 \$</td></tr> <tr> <td>▪ Les Moulins (9) =</td><td>90 000 \$</td><td>185 717 \$</td></tr> <tr> <td>▪ Joliette (6) =</td><td>90 010 \$</td><td>298 191 \$</td></tr> <tr> <td>▪ D'Autray (7) =</td><td>90 000 \$</td><td>208 970 \$</td></tr> </table>		FDR	Milieu	▪ Matawinie (9) =	85 534 \$	144 699 \$	▪ L'Assomption (8) =	89 493 \$	99 385 \$	▪ Les Moulins (9) =	90 000 \$	185 717 \$	▪ Joliette (6) =	90 010 \$	298 191 \$	▪ D'Autray (7) =	90 000 \$	208 970 \$
	FDR	Milieu																		
▪ Matawinie (9) =	85 534 \$	144 699 \$																		
▪ L'Assomption (8) =	89 493 \$	99 385 \$																		
▪ Les Moulins (9) =	90 000 \$	185 717 \$																		
▪ Joliette (6) =	90 010 \$	298 191 \$																		
▪ D'Autray (7) =	90 000 \$	208 970 \$																		

FONCTIONNEMENT DEPUIS 1999	PRINCIPALES ACTIONS	PRINCIPAUX RÉSULTATS
	(10), lutte à la pauvreté (11), habitation (7), participation citoyenne et concertation o (6), transport (1), soutien aux personnes vulnérable (7) et économie sociale (5)	▪ Montcalm (7) = 90 000 \$ 393 073 \$ ▪ Régional (9) = <u>256 267</u> \$ <u>385 766</u> \$ ▪ Total = <u>791 304</u> \$ <u>1 715 801</u> \$
2. Participation et soutien aux comités locaux	2.1. Réservation de 6 sièges locaux au CA de la TPDSL 2.2. Participation aux rencontres des comités locaux en développement social 2.3. Organisation de rencontres d'information et de formations s'adressant aux comités locaux 2.4. Organisation d'un forum sur les services des ministères fédéraux (Action-Collectivité) en novembre 2004	▪ Création d'un réseau de comités locaux qui regroupent près d'une quinzaine d'acteurs de différents secteurs sur chaque territoire des MRC ▪ Relève difficile au CA de la Table pour les MRC Montcalm et l'Assomption ▪ La permanence de la Table a participé à plus de 150 rencontres des comités locaux depuis 10 ans ▪ 50 membres des comités locaux ont participé à la rencontre spéciale sur les réussites et défis des comités locaux et à la formation sur le leadership partagé ▪ Moyenne de participation de 4 comités locaux aux rencontres régionales ▪ 86 personnes ont participé au forum ▪ La mise en place d'une mécanique de liaison entre les organismes et les ministères n'a pas été réalisée

FONCTIONNEMENT DEPUIS 1999	PRINCIPALES ACTIONS	PRINCIPAUX RÉSULTATS
3. Activités de concertation avec un réseau de partenaires multisectoriels	3.1. Sollicitation auprès des partenaires régionaux à participer au financement, au CA, aux activités et aux comités de travail 3.2. Organisation de trois rencontres régionales par année et d'une AGA 3.3. Participation aux activités et AGA de certains partenaires : Forum social, journées de réflexion CRÉVALE, AGA du Galop	▪ Le secteur municipal et économique participe de plus en plus à nos actions ▪ Entre 2000-2002, la Table soutenait 4 comités de travail. En 2007-2008, elle en comptait 8. Chacun de ces comités a mobilisé 8 partenaires différents en moyenne ▪ Tenue de 34 rencontres régulières et spéciales avec une moyenne de : - o Entente 1 = 26 participants - o Entente 2 = 27 participants - o Entente 3 = 35 participants ▪ Tenue de 9 AGA depuis 2000 avec une augmentation de participation : de 41 à 52 personnes ▪ La Table a été invitée à participer au comité porteur de la planification stratégique de la TROCL
4. Appui au développement social au niveau national	4.1. Soutien à la mise en place du RQDS (2002-2006) : - o Participation au CA et organisation des rencontres nationales du RQDS - o Gestion du compte et de la comptabilité 4.2. Demande et gestion de la subvention de recherche sur les pratiques de lutte contre la pauvreté et développement social de l'Université de Montréal 4.3. Collaboration à la recherche du RQDS sur les pratiques en matière de lutte contre la pauvreté (2007-2008)	▪ Tenue de 9 rencontres nationales ▪ Le RQDS compte 14 régions membres ▪ Le RQDS a obtenu du financement de 3 ministères pour réaliser une recherche, consolider le réseau et développer le 10e anniversaire du forum sur le développement social ▪ La recherche a été réalisée et fait l'objet de plusieurs présentations, dont un tiré à part de 10 pages dans la revue Développement social ▪ Rayonnement de la région au niveau national

QUESTIONS

Quels sont vos impressions sur le bilan présenté? (40 minutes)

Est-ce que la TPDSL doit maintenir son fonctionnement actuel (entente spécifique, CA avec représentants locaux, comités locaux et réseau de partenaires multisectoriels)?

- ❖ Est-ce qu'on maintient le fonds de développement régional pour des projets locaux et régionaux?
- ❖ Est-ce qu'on maintient une représentation des comités locaux de développement social sur le conseil d'administration?
- ❖ Est-ce qu'on maintient les liens entre les comités locaux et la Table?
- ❖ Si oui, quel devrait être leur rôle et comment devrait-on les soutenir?
- ❖ Est-ce qu'il y a d'autres partenaires qu'on devrait inviter dans les travaux de la Table?

ANNEXE D
BILAN DU FONDS DE DÉVELOPPEMENT RÉGIONAL

Table des partenaires du développement social de Lanaudière

FDR ENTENTE SPÉCIFIQUE EN DÉVELOPPEMENT SOCIAL
BILAN 2000-2009

27 janvier 2009

NOTES AU LECTEUR

- 1- Les informations contenues dans ce tableau ont été recueillies lors d'entrevues de groupes réalisées à l'automne 2008 avec les promoteurs des projets FDR financés dans le cadre des trois (3) ententes spécifiques en développement social.
- 2- Nous avons tenté de faire ressortir les résultats les plus importants pour chacun des projets, pendant la durée de celui-ci (habituellement à l'intérieur d'un an), jusqu'à aujourd'hui, pour démontrer les retombées à plus long terme.
- 3- Même si les résultats ne sont pas dus qu'au financement de la Conférence régionale des élus (es) ou encore qu'au soutien technique de la Table des partenaires, les promoteurs sont d'avis que ce financement les a aidés à mieux structurer leurs actions, ce qui a grandement contribué au développement du service dans leur communauté.

Ce document a été réalisé par la Table des partenaires du développement social de Lanaudière, située au 3 rue Papineau, bureau 107, Joliette (Québec) J6E 2K3. On peut rejoindre la Table en composant le (450) 759-9944 ou par courriel à lanaudiere@tpdsl.org

FAITS SAILLANTS

- 1- Sur les 55 projets financés, 30 projets sont toujours en action, 11 sont en démarrage ou existent depuis peu et 14 n'existent plus dans leur forme initiale;
- 2- Les retombées des projets sont quelquefois plus grandes que les objectifs;
- 3- Peu de ces retombées (nouveaux projets) ont fait l'objet de demandes de financement au FDR;
- 4- Les catégories des projets sont réparties comme suit : sécurité alimentaire (10), soutien à la réussite scolaire (8), lutte à la pauvreté et l'exclusion (11), soutien aux clientèles vulnérables (7), mobilisation et concertation (6), habitation et logement social (7), transport (1) et économie sociale (5);
- 5- L'investissement du milieu pour l'ensemble des projets locaux compte pour 71% des coûts des projets, soit 1 330 035 \$ sur un total de 1 865 072 \$;
- 6- L'investissement du milieu pour l'ensemble des projets régionaux compte pour 60% des coûts des projets, soit 385 766 \$ sur un total de 642 033 \$.

Matawinie (9 projets)

PROJET	PORTEUR	RÉSULTATS	FINANCEMENT	
Entente 1 (2000-2003)			FDR	Milieu
Cuisine collective Pleine Lune : Organiser avec les femmes près de l'accouchement des cuisines collectives pour quelles soient plus disponibles à leur bébé lors des relevailles.	La Maison de parents de Rawdon 2001	▪ 11 femmes ont participé aux cuisines collectives; ▪ Développement de partenariats avec des associations, comme les Mairaines d'allaitement, commerces offrant certificats cadeaux, etc.; ▪ Certaines mamans ont continué de fréquenter la Maison de parents et se sont intégrées aux cuisines collectives régulières. Il n'y a plus de cuisines collectives destinées spécialement aux futures mamans.	6 734 \$	10 065 \$
Avec le monde : Mettre en mouvement des personnes de 40 à 54 ans prestataires de la sécurité du revenu.	Solidarité sociale de Rawdon 2002	▪ 7 participants(es) : 1 retour en emploi / 1 sortie de la sécurité du revenu / 2 démarches en emploi 6 abonnements à la bibliothèque municipale; ▪ Implication sociale dans les cuisines collectives et dans le projet des galettes; ▪ A permis un ajustement dans la classification à la sécurité du revenu pour certains participants(es). Ce projet pilote a amené le CLE de Rawdon à démontrer au MESS l'importance d'offrir des projets plus personnalisés auprès de certaines clientèles. Le projet n'a pas eu de suites cependant.	3 200 \$	34 583 \$

PROJET	PORTEUR	RÉSULTATS	FINANCEMENT	
La galette de la réussite : Offrir une collation santé aux élèves de 3 écoles primaires de Rawdon.	Solidarité sociale de Rawdon 2002	900 galettes ont été distribuées 2 fois par semaine, durant le projet; - Participation de nouveaux bénévoles pour permettre la distribution des galettes et l'utilisation du service Jeunes bénévoles initié par la Myriade et soutenu maintenant par CCBM. La distribution existe toujours, mais réduite à 1 fois par semaine et seulement pour les enfants qui ne sont pas inscrits au Club des petits déjeuners.	2 900 \$	3 540 \$
Pauvreté et exclusion en Matawinie : pour contrer l'intolérable : Identifier et s'approprier collectivement des pistes d'action pour lutter contre la pauvreté.	Centre communautaire bénévole de Matawinie (CCBM) 2002	- Portrait de la pauvreté sur le territoire de la MRC Matawinie; - Réalisation d'outils : cahier méthodologique et répertoire des ressources d'aide au niveau alimentaire, vestimentaire et du logement, qui est mis à jour régulièrement et disponible sur le site internet de CCBM; 6 journées de réflexion et rencontres mobilisatrices avec les élus, les organismes et les citoyens; - Élaboration d'un plan d'actions à la lutte à la pauvreté, qui a vu la création de Regroupement des organismes en sécurité alimentaire de la Matawinie (ROSAM) et du comité logement et pauvreté de Matawinie; Des actions ont cours présentement au niveau de la sécurité alimentaire (voir projet de l'Aide à l'entraide).	17 200 \$	46 476 \$

PROJET	PORTEUR	RÉSULTATS	FINANCEMENT	
Entente 2 (2003-2006)			FDR	Milieu
Transition école vie active (TÉVA): Mettre en place les procédures de préparation à la vie active pour les personnes handicapées qui terminent l'école.	L'Association des personnes handicapées secteur Joli-Mont 2004	▪ Réalisation d'un guide de transition destiné aux écoles; ▪ Réalisation de 5 plans de services auprès de 5 jeunes handicapés pour leur passage de l'école à la vie active; ▪ Sensibilisation au phénomène de transition auprès des écoles qui reçoivent des jeunes handicapés (es) de la Matawinie mais l'accueil a été plutôt tiède pour cause, selon elles, d'insuffisance de ressources; ▪ Présentation des résultats du projet au colloque national du CAMO en 2006; ▪ Mise en place de la table Transition École Vie Active (TÉVA). Intégration des préoccupations de la Table TÉVA à l'intérieur du mandat d'Engagement jeunesse porté par la TPDSL.	10 000 \$	13 200 \$
Table d'action Femmes en Matawinie : Réseauter les groupes de femmes en Matawinie.	Centre Au cœur des femmes 2004	▪ Production d'un répertoire des groupes de femmes de la Matawinie; ▪ Organisation de rencontres de groupes avec peu de participation, car peu de groupes de femmes ont les mêmes mandats. Le projet n'a pas atteint les objectifs poursuivis.	10 000 \$	12 500 \$

PROJET	PORTEUR	RÉSULTATS	FINANCEMENT	
Participation citoyenne pour mettre en œuvre un Agenda 21 : Sensibiliser et inviter les citoyens à s'impliquer dans le développement durable de la Matawinie.	Centre communautaire bénévole Matawinie 2005	▪ Le Centre d'action bénévole, le CSSS du Nord, le CLD, la SADC et le CJE ont formé le noyau porteur pour offrir des formations aux citoyens (nes) intéressés (es) au développement durable qui auront à participer à la réalisation du diagnostic de la MRC; ▪ Le comité a aussi effectué les démarches pour organiser la 8e université de pays en Matawinie; ▪ Les maires ont accueilli favorablement ce projet d'événement; ▪ Mise en place de plusieurs commissions citoyennes et de deux projets de mobilisation locale à Sainte-Émélie et en Haute-Matawinie (Saint-Michel et Saint-Zénon); ▪ Un projet de charte de territoire est à l'étude afin de pérenniser l'implication des organismes et citoyens (nes); ▪ D'autres commissions pourraient être mises en place, soit « jeunesse » et « culture ». Le projet citoyen en Matawinie comprend aussi des projets à l'échelle locale. Trois commissions sont présentement au travail : les citoyens Bâtisseurs qui se vouent au logement; la commission environnement qui travaille à un projet de développement de sentier de véhicules non motorisés qui traversera quatre municipalités; la commission agroforesterie qui travaille à la valorisation de produits locaux (non-ligneux et sauvages).	5 500 \$	11 690 \$

PROJET	PORTEUR	RÉSULTATS	FINANCEMENT	
Entente 3 (2006-2009)			FDR	Milieu
De l'aide à l'entraide à Matawinie : Apporter du soutien aux organismes en sécurité alimentaire et à la commission citoyenne agroforesterie.	Centre communautaire bénévole Matawinie 2007	▪ Réseautage des organismes communautaires = ROSAM; ▪ Formation sur l'autonomie alimentaire; ▪ Organisation du colloque sur l'agroforesterie à l'automne 2007; ▪ Création d'un bulletin « La feuille de Tchou » destiné aux clients(es) et membres des organismes en sécurité alimentaire; ▪ Soutien au démarrage du projet « Initiative ciblée pour les travailleurs âgés (ICTA) » suite à la fermeture de la Louisiana Pacific; ▪ Soutien au démarrage de la coop Arbre du champ (agroforesterie); ▪ Mise sur pied de l'organisme du Cœur au ventre à Saint-Jean-de-Matha (projet financé par le FDR en 2008). Le ROSAM participe au comité régional en sécurité alimentaire porté par la TPDSL.	20 000 \$	10 645 \$
Projet transformation Du Cœur au ventre : Faire la transformation et la congélation des surplus alimentaires pour avoir accès à une saine alimentation à longueur d'année.	Défi famille Matawinie 2008	Les ateliers viennent à peine de commencer.	10 000 \$	2 000 \$
TOTAL MRC MATAWINIE			85 534 \$	144 699 \$

L'ASSOMPTION (8 projets)

PROJET	PORTEUR	RÉSULTATS	FINANCEMENT	
			FDR	Milieu
Entente 1 (2000-2003)				
La semaine québécoise des familles : Mobiliser les acteurs du développement social dans le cadre de la semaine de la famille.	Regard en elle 2000	▪ Tenue d'une trentaine d'activités pour les familles pendant 3 ans; ▪ Élargissement du partenariat entre les organisations du développement social, dont la ville de Repentigny; ▪ Meilleure visibilité des services et des organismes familles. Le développement social a été mis à l'avant-plan.	2 618 \$	5 539 \$
Collation aux écoles de L'Épiphanie : Fournir une collation aux enfants dès leur arrivée à l'école.	Maison de la famille Parenthèse 2001	▪ En 2001-2002 : tous les élèves de 2 écoles de L'Épiphanie recevaient, 3 fois par semaine, des galettes; ▪ En 2008 : les élèves reçoivent galettes, fromage et fruits 3 à 4 jours par semaine; ▪ Amélioration notable, selon les écoles, des résultats scolaires; ▪ Ce projet a permis d'obtenir la reconnaissance et le financement du Programme de soutien aux organismes communautaires (PSOC) de l'Agence de la santé et le soutien financier d'autres partenaires récurrents (ville, députés (es), fabrique); ▪ Partenariat avec une nutritionniste du CLSC et promotion d'une saine alimentation. Incorporation de l'organisme Les Collatines qui assure la pérennité du projet, avec des parents bénévoles.	5 000 \$	7 677 \$

PROJET	PORTEUR	RÉSULTATS	FINANCEMENT	
Support aux aidants naturels : Offrir du répit gardiennage aux aidants naturels.	Service bénévole comté L'Assomption 2000	▪ En 2001, le Service bénévole a apporté du support à 30 aidants naturels; ▪ Réalisation d'un dépliant promotionnel sur le service; ▪ Mise en place d'un comité provisoire pour la création d'un organisme de soutien aux aidants naturels; ▪ Incorporation du Regroupement des aidants naturels du comté de L'Assomption (RANCA) et développement de nouveaux services : cafés-rencontres, repas communautaires, écoute, etc.; ▪ Association avec la bibliothèque municipale pour documenter certaines maladies et la rendre accessible à la population en générale; ▪ Organisation d'un colloque en 2007 sur les aidants naturels; ▪ Obtention de nouveaux financements pour soutenir l'organisme (PSOC, Centraide et MFA). L'organisme RANCA compte en 2008, 177 membres.	4 989 \$	9 489 \$

PROJET	PORTEUR	RÉSULTATS	FINANCEMENT	
Support à la rentrée scolaire aux familles démunies : Alléger le fardeau financier de la rentrée scolaire pour certaines familles démunies en fournissant une partie des effets scolaires.	Service bénévole comté L'Assomption 2002	▪ En 6 ans, la distribution de sacs d'effets scolaires est passée de 160 à 364, faisant passer les sommes amassées de 7 500 à 50 000 \$; ▪ Le projet est maintenant soutenu par un comité, formé de différents partenaires, qui a reçu une reconnaissance de la ville de Repentigny par la remise du prix « Organisme d'action bénévole de l'année » en 2007; ▪ Les écoles portent une meilleure attention aux listes d'effets scolaires demandés; ▪ Sensibilisation accrue des élus (es) au phénomène de la pauvreté. Le projet existe toujours.	6 711 \$	18 261 \$
Actions concertées pour la nutrition des personnes en perte d'autonomie : Développer la saine alimentation chez les personnes âgées et mettre en place un service de popote roulante.	Association québécoise de défense des retraités de Repentigny 2002	▪ Développement d'un outil d'information sur la nutrition et des services offerts aux personnes âgées; ▪ Ateliers soutenus par une nutritionniste donnés à 40 personnes; ▪ Abandon de l'idée de la popote roulante suite au constat que les épiciers offraient des services de livraison. La question de la popote refait surface en 2008. En 2008, l'outil d'information est toujours distribué et les ateliers sont toujours offerts.	10 175 \$	14 750 \$

PROJET	PORTEUR	RÉSULTATS	FINANCEMENT	
Entente 2 (2003-2006)			FDR	Milieu
Cuisine collective intergénérationnelle à L'Épiphanie : Favoriser l'entraide entre les jeunes et les personnes âgées en organisant des cuisines collectives	Cuisine collective La Joyeuse Marmite 2005	▪ 28 jeunes du primaire et du secondaire ont participé à des cuisines collectives pendant 45 semaines, les jeunes préparaient leur souper pour la famille; ▪ 8 personnes âgées et 9 jeunes (décrocheurs, filles mères, inactives) ont participé à d'autres cuisines collectives; ▪ Partage d'expériences, apprentissages liés à la lecture (recettes) et mathématiques (quantité) pour les jeunes; ▪ Participation sociale de plus 45 personnes, brisant ainsi leur isolement; Le point de service de L'Épiphanie est maintenant soutenu financièrement par la Ville ainsi que par l'OMH qui prête ses locaux, ce qui assure une certaine pérennité au projet.	22 000 \$	6 814 \$
Le fouineur : Programme d'aide à la réussite scolaire : Donner accès à la documentation et aux ressources de la bibliothèque aux enfants des quartiers défavorisés.	Bibliothèque municipale de Repentigny 2005	▪ En 2005, le projet a rejoint 2 300 enfants, soit 6 000 fréquentations à la bibliothèque (lecture et aide aux devoirs); ▪ Création d'une équipe de bénévoles composée d'enseignants (es) retraités (es) qui font l'aide aux devoirs; ▪ Montréal et Québec veulent instaurer ce projet dans leur biblio respective alors que la ville de Blainville a déjà mis en place un projet similaire; ▪ Le projet a reçu le prix « Innovation » par l'UMQ en 2007. Ce projet destiné à deux écoles en 2005 touche maintenant 10 écoles.	8 000 \$	28 543 \$

PROJET	PORTEUR	RÉSULTATS	FINANCEMENT	
Entente 3 (2006-2009)			FDR	Milieu
Mobilisation et concertation pour le développement social dans la MRC L'Assomption : Soutenir la démarche d'animation territoriale de Charlemagne et élargir la composition de la TCOC dans le but de devenir le comité local de développement social.	Table de concertation des organismes communautaires (TCOC) de la MRC L'Assomption 2008	▪ Réalisation d'un sondage auprès de la population sur leur perception de la municipalité de Charlemagne. ▪ Élaboration d'un plan de communication et réalisation de 3 activités de visibilité pour les organismes communautaires; ▪ Élaboration d'un questionnaire-enquête sur le type de concertation que la MRC désire avoir. Démarches en cours auprès de la Table nationale des Corporations de développement communautaire (CDC) pour voir la possibilité de créer une CDC dans la MRC L'Assomption et d'assurer la pérennité à la démarche et à la concertation.	30 000 \$	8 312 \$
Total MRC L'Assomption			89 493 \$	99 385 \$

LES MOULINS (9 projets)

PROJET	PORTEUR	RÉSULTATS	FINANCEMENT	
Entente 1 (2000-2003)			FDR	Milieu
Accès psychologie Lanaudière : Offrir des services psychologiques à faible coût aux personnes démunies.	Accès psychologie Lanaudière 2000	▪ Une vingtaine de consultations ont été effectuées avec une durée moyenne de 3 mois; ▪ Concertation accrue entre 3 CLSC (Joliette, Montcalm et des Moulins) et des psychologues en pratique privée. Le projet n'a pas eu de suite, mais le Carrefour familial des Moulins s'en est inspiré pour développer un service similaire. 8 rendez-vous par semaine sont comptabilisés au Carrefour.	15 000 \$	41 700 \$
Gestion des services aux résidents : Planifier et organiser les services administratifs pour intégrer les nouveaux résidents dans le futur Pavillon de l'Harmonie.	Pavillon de l'Harmonie 2003	▪ Élaboration des critères de sélection des résidents; ▪ Élaboration des règlements d'immeubles; ▪ Élaboration des services d'entretien et de repas en conformité avec la capacité financière des résidents (es) présélectionnés (es); ▪ Élaboration d'une politique salariale pour les futurs (es) employés (es). Le Pavillon de l'Harmonie a été construit en 2007, compte 49 logements et héberge 67 personnes de 55 ans et plus.	3 000 \$	10 022 \$

PROJET	PORTEUR	RÉSULTATS	FINANCEMENT	
Développement de services pour les membres de la Coop Le Chez-nous du communautaire : réaliser une étude des coûts de construction d'un bâtiment qui pourra recevoir les membres de la coopérative et leur offrir des services communs à moindre coût.	Le Chez-nous du communautaire 2000	▪ Réalisation de l'étude des coûts pour la construction du nouveau bâtiment de la coopérative; ▪ Évaluation des besoins des membres de la coopérative en ce qui concerne les services et équipements; ▪ Élaboration des besoins en personnel et les politiques qui s'y appliquent; ▪ Développement d'une entente avec la Ville de Mascouche. En 2008, le nouveau bâtiment a été construit dans le parc L'Étang-du-Grand-Coteau à Mascouche. 20 organismes y logeront et la coopérative offrira des services à plus de 55 membres.	9 000 \$	11 250 \$
Sensibilisation et publicité : Sensibiliser la population à l'importance de la protection de l'environnement, aux difficultés d'intégration du marché du travail pour des jeunes et des femmes non-diplômés et sans expérience.	Ressourcerie multiservices La Petite ourse 2001	▪ Ce projet a permis à l'organisme de produire de la publicité et des dépliants sur le recyclage et la récupération au moment de son ouverture : 7 792 sacs de marchandise récoltés soit 3 312 de plus que prévu; ▪ Meilleure utilisation de la Ressourcerie comme employeur, par les organisations d'employabilité : Centre Local d'emploi, ESSOR II, Filandières, etc. Incorporée depuis novembre 2000, la Ressourcerie a fermé ses portes pour insuffisance de fonds en 2006.	3 000 \$	5 050 \$

PROJET	PORTEUR	RÉSULTATS	FINANCEMENT	
Entente 2 (2003-2006)			FDR	Milieu
Vers l'inclusion sociale dans la MRC des Moulins : Développer des outils de formation sur l'inclusion sociale et sensibiliser les élus (es).	Action populaire des Moulins 2004	▪ Réalisation d'outils de formation et tenue de sessions d'information auprès d'élus (es) et d'intervenants (es); ▪ Production d'un spectacle humoristique en lien avec la pauvreté dont les profits ont servi à créer un fonds d'inclusion sociale; ▪ À la suite de la sensibilisation, la MRC offre des billets d'autobus gratuitement pour soutenir les gens qui font des démarches d'insertion sociale; ▪ Vision de l'inclusion sociale mieux comprise par les membres de la Table pauvreté. Le projet fait suite au projet régional sur la lutte contre la pauvreté soutenu par la TPDSL en 2003. La table pauvreté de Les Moulins poursuit son travail de concertation.	10 000 \$	23 455 \$
Réseau jeunes bénévoles en action : Sensibiliser les jeunes au bénévolat et développer un réseau de jumelage entre les organismes et les écoles.	Centre d'action bénévole des Moulins 2004	▪ Participation de 83 jeunes à diverses activités de bénévolat surtout auprès des jeunes du primaire; ▪ Réalisation d'outils promouvant l'action bénévole, dont un « passeport bénévole » (carnet qui décrit les expériences); ▪ Certains outils développés sont utilisés par des organismes qui ont des bénévoles. Après un certain ralentissement, le projet est relancé avec 2 jeunes qui travaillent à l'étude des besoins en bénévolat.	10 000 \$	32 355 \$

PROJET	PORTEUR	RÉSULTATS	FINANCEMENT	
Magasin solidarité MRC des Moulins : Aider les enfants et les parents, lors de la rentrée scolaire, à effectuer cette rentrée dans la dignité.	Carrefour familial des Moulins 2005	▪ En 3 ans, le projet est passé de 98 à 290 enfants qui ont acheté (10% de la facture) des fournitures scolaires au Magasin Solidarité; ▪ Le nombre de donateurs a augmenté pour totaliser des sommes de 19 000 \$ en 2005 et à 40 000 \$ en 2008; ▪ Grande collaboration du milieu des affaires (don d'argent et de matériaux scolaires); ▪ Témoignages très positifs de la part des parents qui se sentent valorisés en participant financièrement et bénévolement à l'organisation du magasin. Le projet existe encore.	5 000 \$	18 500 \$
Motivation et soutien scolaire : Accompagner, à l'intérieur des écoles, des jeunes à risque de décrochage scolaire.	CJE des Moulins 2005	▪ Soutien individualisé et de groupe à plus de 290 jeunes Le projet a connu de bons résultats pendant les 3 années soutenues financièrement par les caisses populaires. Ce soutien n'existant plus en 2009, l'organisme est à la recherche d'autres argents.	5 000 \$	34 620 \$
Entente 3 (2006-2009)			FDR	Milieu
Pratique de concertation dans la MRC des Moulins : Repenser et maximiser le travail en concertation.	Le Chez-nous du communautaire 2008	▪ Réalisation de l'inventaire des instances et des tables de concertation; ▪ Recensement des écrits sur la concertation; ▪ Entrevues avec des personnes-clés. Le projet est à la moitié de son plan de travail, mais les étapes se réalisent bien.	30 000 \$	8 765 \$
Total MRC des Moulins			90 000 \$	185 717 \$

JOLIETTE (6 projets)

PROJET	PORTEUR	RÉSULTATS	FINANCEMENT	
Entente 1 (2000-2003)			FDR	Milieu
Collecte d'effets scolaires : Alléger le coût financier pour la rentrée scolaire pour les jeunes du primaire.	La Soupière 2000	▪ Distribution d'effets scolaires à plus de 141 familles démunies ainsi que des dons de denrées; ▪ Développement de partenariat avec certaines entreprises privées; ▪ Les écoles ont convenu de fournir la liste des effets scolaires demandés plus rapidement afin de permettre aux familles de mieux s'organiser. Le projet n'a duré qu'un an puisque l'organisme porteur a trouvé difficile la gestion financière du projet en lien avec les exigences du FDR. Aucun autre organisme ne s'est porté volontaire.	12 000 \$	24 860 \$
Concertation Carré St-Louis : Démontrer la faisabilité et la viabilité à long terme de l'acquisition et de la transformation du bâtiment des Sœurs des Saint-Cœurs de Jésus et de Marie.	Galop 2002	▪ Réalisation de l'étude de faisabilité; ▪ Participation accrue des groupes communautaires à la vie associative et à la gestion administrative du Carrefour; ▪ Recherche de financement; ▪ Développement de partenariat avec l'Agence pour le soutien à la Maison Pauline Bonin; ▪ Négociation avec la communauté religieuse et sauvegarde du bâtiment. Cette concertation a permis de réunir plusieurs projets à l'intérieur du Carré St-Louis qui sont le Carrefour des organismes, l'Annexe à Roland, la Maison Pauline Bonin (12 unités de logement) et plus d'une vingtaine d'unités de logement social pour les familles et personnes seules.	18 000 \$	50 000 \$

PROJET	PORTEUR	RÉSULTATS	FINANCEMENT	
Entente 2 (2003-2006)			FDR	Milieu
Soutien personnalisé aux jeunes de Joliette : Soutien aux jeunes de deux écoles de Joliette et 2 écoles de D'Autray.	CJE d'Autray-Joliette 2005	▪ 85 suivis individualisés réalisés dans les CJE pour 2 écoles de Joliette; ▪ Ateliers sur la motivation scolaire rejoignant 420 élèves; ▪ Réalisation d'ententes de collaboration entre la CSS, les écoles et le CJE pour le transport des élèves devant aller au CJE. Le projet existe toujours.	14 060 \$	44 686 \$
Concerto alimentaire : Concerner et mobiliser les organismes de la MRC de Joliette autour de la sécurité alimentaire.	Moisson Lanaudière 2005	▪ Production d'un programme de formation sur les idées préconçues sur la pauvreté et d'un outil d'information sur les causes et conséquences de la pauvreté destinés aux organismes en sécurité alimentaire; ▪ Production d'un portrait des ressources d'aide alimentaire; ▪ Mobilisation des groupes du territoire autour de la recherche de solutions. La concertation n'existe plus, mais 2 organismes importants dans la ville de Joliette se sont associés pour augmenter l'autonomie alimentaire de leurs clients (es) en développant des projets alternatifs qui réduisent les coûts en alimentation. La Formation a été dispensée dans une autre MRC et demeure disponible aux organismes qui voudraient la donner.	15 950 \$	52 129 \$

PROJET	PORTEUR	RÉSULTATS	FINANCEMENT	
Entente 3 (2006-2009)			FDR	Milieu
Vieillir en demeurant dans sa communauté rurale : Assurer une meilleure réponse aux besoins des personnes âgées et participer au renforcement de leur capacité d'agir.	MRC Joliette 2008	▪ Projet en démarrage; ▪ Embauche de la ressource professionnelle qui verra à faire l'évaluation du projet. Le projet vient d'obtenir une réponse positive du programme Nouveaux Horizons qui lui permettra d'embaucher le coordonnateur.	11 642 \$	103 876 \$
Mise sur pied d'un lieu de rencontre pour les jeunes de Notre-Dame-de-Lourdes.	Municipalité de Notre-Dame-de-Lourdes 2008	▪ Ouverture du lieu de rencontres en avril 2008; ▪ Fréquentation de 10 à 15 jeunes par soir. La pérennité du projet sera assurée par le financement du conseil municipal de la municipalité de N.D.L, à hauteur de 30 heures/semaine (15 pour la MDJ et 15 heures pour l'organisation d'activités de loisir).	18 358 \$	22 640 \$
TOTAL MRC DE JOLIETTE			90 010 \$	298 191 \$

D'AUTRAY (7 projets)

PROJET	PORTEUR	RÉSULTATS	FINANCEMENT	
Entente 1 (2000-2003)			FDR	Milieu
Point de services Maison de jeunes à St-Barthélemy : Offrir un lieu de rencontre pour les jeunes de la municipalité.	MDJ de Berthier 2001	▪ Mise sur pied d'un point de service « La Plank » pour les jeunes à l'intérieur de l'école primaire Du Sablé; ▪ Meilleure sensibilisation de la population aux réalités des jeunes; ▪ Réduction du phénomène du flânage; ▪ Collaboration entre la municipalité et la commission scolaire pour l'aménagement des locaux; ▪ Développement de plusieurs activités telles que des soirées cuisines et d'histoire sur différents pays, la mise sur pied d'une chorale, d'un projet de friperie (déménagé maintenant dans un autre organisme), de tournois de sports, de rencontres intergénérationnelles. La Plank est ouverte trois soirs par semaine et réunit une dizaine de jeunes chaque soir mise à part les activités spéciales.	16 000 \$	21 000 \$

PROJET	PORTEUR	RÉSULTATS	FINANCEMENT	
Prévention au décrochage scolaire : Établir des liens entre le réseau scolaire et le milieu afin de maximiser les interventions pour contrer le décrochage scolaire, valoriser et inciter la persévérance aux études et le raccrochage scolaire.	CJE D'Autray-Joliette 2001	▪ Mise à jour de l'inventaire des ressources et des activités liées à la réussite scolaire; ▪ Parution de chroniques dans le journal local et diffusion de capsules radiophoniques visant à valoriser la formation; ▪ Réalisation d'activités de mobilisation des jeunes et des parents : plus de 800 jeunes et 40 parents ont participé; ▪ Mise en place d'un minicentre de documentation dans les 4 Maisons de jeunes du territoire de D'Autray; ▪ Très bonne collaboration des écoles et du milieu; ▪ Près de 80 entreprises ont collaboré (stages d'un jour, exploration professionnelle, etc.). Les résultats ont orienté les travaux de la Table JEMO (Jeunesse éducation main-d'œuvre) Voir projet CJE D'Autray-Joliette 2005.	6 000 \$	46 881 \$
Agir ensemble dans D'Autray pour prévenir la violence : Mettre sur pied une table de concertation en prévention de la violence faite aux personnes âgées.	Centre d'action bénévole de D'Autray 2001	▪ Réalisation d'un protocole d'intervention pour dépister les abus envers les aînés (es) appliqué dans les CLSC de Joliette, D'Autray et Matawinie; ▪ Tenue de 3 journées d'étude sur la violence et les abus envers les aînés (es) (Joliette, D'Autray et Matawinie); ▪ Réalisation d'un centre de documentation pour les aînés (es) au CAB de Berthierville. La Table de prévention n'existe plus, mais l'application du protocole et le centre de documentation sont encore utilisés.	8 000 \$	54 200 \$

PROJET	PORTEUR	RÉSULTATS	FINANCEMENT	
Entente 2 (2003-2006)			FDR	Milieu
Soutien à la réussite scolaire : Intervention individuelle en prévention du décrochage scolaire par une conseillère du CJE en milieu scolaire.	CJE D'Autray-Joliette 2005	▪ Soutien personnalisé à plus de 107 jeunes; ▪ Plus de 34 jeunes ont participé à des stages d'un jour; ▪ 230 jeunes ont participé à deux conférences sur la motivation et la réalisation de nos rêves; ▪ 930 jeunes et 200 parents ont participé à l'activité « On lâche pas ! »; ▪ Réalisation d'une trousse d'information et de référence distribuée à plus de 100 jeunes; ▪ Réalisation d'un dépliant d'information sur les trucs pour encourager les jeunes à poursuivre leurs études, qui a été distribué à une centaine de parents. La Table JEMO existe toujours et a un plan d'action pour 2008-2009.	24 592 \$	42 370 \$
Action concertée contre la pauvreté : Mettre en place les actions issues du forum sur la pauvreté.	SADC de D'Autray-Joliette 2005	▪ Soutien aux travaux du comité local de développement social et au projet Habitat-Santé de la TPDSL; ▪ Diffusion de communiqués sur la pauvreté dans le journal local; ▪ Suivi municipal des politiques familiales de Lavaltrie, Sainte-Geneviève et Saint-Barthélemy. Ce projet fait suite au projet régional de lutte contre la pauvreté soutenu par la TPDSL en 2003.	5 408 \$	9 408 \$

PROJET	PORTEUR	RÉSULTATS	FINANCEMENT	
Entente 3 (2006-2009)			FDR	Milieu
Des p'tits pas ...avec la communauté : Lutte contre la pauvreté par l'apport de la concertation inter-sectorielle.	Déclic 2008	▪ 2 rencontres des pôles de la MRC D'Autray; ▪ Participation de représentants de divers réseaux aux rencontres de concertation; ▪ Participation concrète de certaines municipalités par des prêts de locaux et par une participation active aux rencontres; ▪ Plus grande compréhension des divers visages de la pauvreté et de ses principales causes. Le projet est en cours.	15 000 \$	8 181 \$
Travailleur de rue à Ville St-Gabriel : Mettre en place une ressource en travail de rue dont le mandat consiste à intervenir auprès des jeunes de Ville Saint-Gabriel.	CJE D'Autray-Joliette 2008	▪ Projet débuté en août 2008; ▪ Excellente concertation, autant sur le plan du partenariat que du financement; ▪ En mode « reconnaissance » du milieu, c'est la première expérience du travail de rue en milieu rural. Le projet est en cours.	15 000 \$	26 930 \$
TOTAL MRC D'AUTRAY			90 000 \$	208 970 \$

MONTCALM (7 projets)

PROJET	PORTEUR	RÉSULTATS	FINANCEMENT	
			FDR	Milieu
Entente 1 (2000-2003)				
Santé vous bien : Permettre à des femmes monoparentales à faible revenu de participer à des formations (cuisine, emploi, budget, etc.).	Coop Multiservices 2001	- Élaboration de programmes de formation; 15 femmes ont participé au projet dont 2 ont trouvé un emploi, 2 se sont impliquées dans des organismes, les 15 ont été mieux outillées dans leur vie de tous les jours. Le projet n'existe plus, mais les outils de formation ont été utilisés dans le cadre d'autres ateliers et encore en 2008.	10 000 \$	30 316 \$
Groupe d'achats Montcalm : Favoriser les achats collectifs de 3 organismes communautaires en aide alimentaire pour favoriser les magasins partage.	Les Ailes de l'espoir 2001	10 000 \$ de denrées ont été distribués dans des familles démunies de St-Calixte, Ste-Julienne et St-Lin. L'achat collectif a permis d'augmenter l'approvisionnement; - Les 3 groupes ont travaillé en partenariat en matière de lutte contre la pauvreté. Meilleure compréhension de la dynamique de la pauvreté sur le territoire et implantation de nouveaux services d'aide alimentaire pour les familles; - La culture du travail en concertation a continué par la suite puisque les organismes ont développé plusieurs projets ensemble. A permis de consolider les magasins partage puisqu'ils existent toujours. Cependant, les organismes ne font plus d'achats collectifs.	10 000 \$	31 000 \$

PROJET	PORTEUR	RÉSULTATS	FINANCEMENT	
Centre de soutien pour personnes handicapées physiques : Faire une étude des besoins des personnes ayant un handicap physique pour offrir des services à ces personnes et favoriser une participation à la concertation du milieu.	Regroupement bénévole de Montcalm 2003	▪ L'organisme Handami, seul organisme desservant les personnes handicapées sur le territoire de la MRC a recentré ses services et ses activités auprès des personnes handicapées; ▪ A également permis d'offrir un lieu de rassemblement central; ▪ 47 nouveaux membres ont été recrutés en 2003. Amélioration des conditions de vie des personnes ayant un handicap physique par le biais d'activités non offertes avant le projet; ▪ Certaines personnes se sont impliquées sur le CA d'organismes. Le recentrage et le développement de nouvelles activités ont intéressé de nouveaux membres. L'organisme compte aujourd'hui environ 200 membres.	10 000 \$	19 721 \$

PROJET	PORTEUR	RÉSULTATS	FINANCEMENT	
Entente 2 (2003-2006)			FDR	Milieu
Potager du Pousse vers : Favoriser l'intégration sociale et en emploi de personnes vivant avec une déficience intellectuelle en travaillant à la production et à la transformation maraîchère écologique (idée d'en faire une entreprise d'économie sociale).	Handami 2005	▪ Embauche de 3 personnes handicapées intellectuelles; ▪ 7 consommateurs et consommatrices partenaires se sont inscrits au potager, à raison d'une livraison de panier par semaine durant 18 semaines = 126 achats de panier; ▪ Sensibilisation à une vie saine et active pour l'ensemble du groupe : employés (es) et consommateurs; ces derniers ont collaboré au projet à raison de 260 heures de travail bénévole (culture des champs); ▪ Consolidation du partenariat avec la Myriade, le CLD Montcalm et Semo Essor II. Le projet a été mis de côté pour absence de financement au démarrage d'entreprise d'économie sociale.	20 000 \$	41 306 \$
Défis technologiques : Démarrage d'un laboratoire en Exploration technique médiatisée pour favoriser une meilleure connaissance de soi par l'entremise de projets concrets en métiers.	École secondaire de l'Achigan 2004	▪ Installation de 16 laboratoires informatiques (hydraulique, coupe de plastique, infographie, etc.); ▪ Diminution du taux de décrochage; ▪ Une meilleure promotion de la réussite scolaire : baisse considérable du taux d'absentéisme, du niveau d'agressivité et de l'expulsion de la classe; ▪ 280 jeunes ont expérimenté différents métiers pendant le projet. À ce jour, c'est plus de 1 400 élèves qui ont bénéficié de ces laboratoires; Gagnant du 1^{er} prix national en génie inventif en 2007 (première fois qu'une école publique remportait ce prix).	10 000 \$	249 500 \$

PROJET	PORTEUR	RÉSULTATS	FINANCEMENT	
Entente 3 (2006-2009)			FDR	Milieu
Logement social et communautaire Montcalm : Développer des unités de logement social dans des municipalités de la MRC.	Service d'entraide St-Lin 2007	▪ Saint-Lin : un projet de 20 unités est à l'étude; ▪ Saint-Calixte : un projet de 45 unités (30 aînés (es) et 15 familles) est en recherche de financement; ▪ Sainte-Julienne : un projet pour familles et aînés (es) est à l'étude ▪ Saint-Esprit : étude des besoins pour projet aîné (es) en cours et terrain identifié; ▪ Consolidation du partenariat entre les municipalités, le CLD, la MRC et le comité Logement Montcalm; ▪ Soutien à l'organisme Rénovation Solidaire, issu du projet d'expérimentation porté par le GALOP dans le FDR régional en 2006. Investissement stratégique de la MRC via le Pacte rural	20 000 \$	11 730 \$
Projet pilote pour le transport des aînés : Offrir une fois par mois aux personnes âgées de toutes les municipalités (11), un service de transport pour avoir accès aux principaux services au cœur des villages.	MRC Montcalm 2008	▪ Service débuté en septembre 2008. En date d'aujourd'hui, cinq municipalités utilisent le service; ▪ Un peu plus de 50 déplacements ont été effectués; ▪ Encourage l'achat local; ▪ Offre de nouveaux services comme la présence d'infirmières dans les pharmacies lors des transports; ▪ Certaines épiceries offrent maintenant le service de livraison; ▪ Libère les proches aidant en leur permettant d'avoir un répit. La MRC envisage d'offrir le service 2 fois par mois pour les municipalités le demandant et le projet s'étendra au-delà de mars 2009.	10 000 \$	9 500 \$
TOTAL MRC MONTCALM			90 000 \$	393 073 \$
INVESTISSEMENT TOTAL			535 037 \$	1 330 035 \$

RÉGIONAL 9 projets

PROJET	PORTEUR	RÉSULTATS	FINANCEMENT	
Entente 1 (2000-2003)			FDR	Milieu
Développement du logement social dans Lanaudière : Diffusion du portrait du logement et de l'élaboration des pistes d'action.	TPDSL 2003	▪ Présentation du portrait de l'habitation et du logement social dans chacune des MRC; ▪ Élaboration des priorités d'intervention; ▪ Création du comité stratégique en habitation et logement social; ▪ Élaboration d'un plan de développement 2004-2009. Après le projet : ▪ Démarches politiques en lien avec les programmes de la SHQ (pétition de 2 600 signatures déposée à l'Assemblée nationale); ▪ Élaboration d'un projet pilote financé en partie par la SHQ (Rénovation solidaire et étude sur le fonds en habitation); ▪ Développement du projet Habitat-Santé (projet d'amélioration de la qualité de l'air dans 4 municipalités rurales); ▪ Organisation d'une rencontre régionale sur les besoins en services pour les locataires; ▪ Mobilisation des organismes de personnes handicapées autour de la question de l'adaptation de domicile. ▪ Appui et collaboration de trois MRC et de la CRÉ dans le développement de nos projets. Plan de développement 2009-2014 en élaboration	15 925 \$	31 858 \$

PROJET	PORTEUR	RÉSULTATS	FINANCEMENT	
Entente 2 (2003-2006)			FDR	Milieu
Lutte contre la pauvreté et l'exclusion Lanaudière : Soutenir les MRC Matawinie, D'Autray, Les Moulins et Joliette dans la réalisation d'un portrait et d'un plan d'action pour lutter contre la pauvreté.	TPDSL 2004	▪ Ce projet a permis aux MRC D'Autray, Matawinie et Les Moulins de faire un portrait de la pauvreté, d'organiser un forum public et d'élaborer des pistes de solutions pour améliorer les conditions de vie de la population de leur territoire respectif; ▪ Quant à Joliette, un portrait a été réalisé à partir d'une enquête réalisée par les personnes pauvres; ▪ Dans trois de ces MRC, les élus(es) ont participé aux consultations ou aux forums publics; ▪ Une autre retombée est que 4 MRC font actuellement l'objet d'une recherche nationale. Plusieurs actions dans ces MRC découlent de ce projet (voir projets Matawinie, Les Moulins et D'Autray).	52 130 \$	125 348 \$

PROJET	PORTEUR	RÉSULTATS	FINANCEMENT	
L'agrocommunautaire pour la sécurité alimentaire : Réaliser une recherche-action et un forum sur la sécurité alimentaire dans le but de créer une concertation régionale qui travaillera à des pistes de solution pour améliorer la sécurité alimentaire des Lanaudois (es).	TPDSL 2005	▪ Une recherche-action a été réalisée afin de connaître les préoccupations, les interventions et les possibilités d'action des organisations en sécurité alimentaire : organismes, producteurs agricoles, commerces en alimentation; ▪ Réalisation d'un forum réunissant plus de 60 participants et élaboration de pistes d'action; ▪ Création d'un comité régional intersectoriel en sécurité alimentaire soutenu financièrement par l'ASSS; ▪ Élaboration d'un plan d'action qui vise l'amélioration des compétences en alimentation, une plus grande accessibilité aux produits sains pour les personnes démunies et la survie de l'agriculture; ▪ La reconnaissance du comité régional en sécurité alimentaire dans le cadre du Plan d'action gouvernemental, la TPDSL siège au CE. Embauche d'une ressource qui est à actualiser le plan d'action.	12 090 \$	42 670 \$

PROJET	PORTEUR	RÉSULTATS	FINANCEMENT	
Fondation communautaire de Lanaudière : Mesurer la faisabilité de créer une fondation communautaire dans Lanaudière.	TPDSL 2005	▪ Réalisation de l'étude de faisabilité; ▪ Intérêt du milieu pour la mise en place de la FCL; ▪ Création du Bureau des gouverneurs; ▪ Obtention du numéro de charité; ▪ Reconnaissance par Fondations communautaires du Canada; ▪ Contribution du milieu des affaires et de la magistrature à la mise en place de la Fondation; ▪ Création du conseil d'administration. En 2008, la Fondation a obtenu son accréditation par le CALQ pour le programme Placements Culture et il y a eu la création de trois fonds (2 culturels et un communautaire).	42 030 \$	53 930 \$

PROJET	PORTEUR	RÉSULTATS	FINANCEMENT	
Entente 3 (2006-2009)			FDR	Milieu
Étude/Concert-Action Logement social : Analyse de la problématique du logement locatif et de la défense de droits des locataires.	ACEF Lanaudière 2007	▪ Identification des besoins de services qui devraient être offerts par l'organisme de défense des droits des locataires; ▪ Soutien à une dizaine de locataires; ▪ Soutien et diffusion d'outils aux organismes qui interviennent auprès des personnes vulnérables; ▪ Incorporation de l'organisme Action Logement Lanaudière (ALL). L'organisme ALL est en recherche de financement pour assurer sa pérennité.	40 000 \$	21 840 \$
Étude des besoins spécifiques des personnes liées à l'adaptation et à l'accessibilité en matière d'habitation dans la région de Lanaudière (CAMDAL) : Réaliser une étude sur les besoins des personnes handicapées en matière de logement.	Handami 2007	▪ Réalisation de l'étude : rencontre de 20 intervenants, 3 <i>focus groups</i> avec 25 personnes handicapées, une douzaine de rencontres du comité porteur; ▪ Élaboration de pistes de solutions liées à l'adaptation et à l'accessibilité en matière d'habitation pour les personnes handicapées; ▪ Lancement de l'étude en novembre 2008. À venir en février 2008 : rencontre de concertation intersectorielle pour que les associations concernées puissent faire siennes les recommandations contenues dans l'étude.	15 432 \$	62 500 \$

PROJET	PORTEUR	RÉSULTATS	FINANCEMENT	
Cyber CIBLE : Mettre en place une entreprise d'économie sociale en bureautique et en informatique, employant des personnes à risque d'exclusion.	Association des personnes handicapées de la Matawinie 2007	▪ Réalisation du plan d'affaires; ▪ Reconnaissance comme entreprise d'économie sociale par le CLD de la Matawinie; ▪ Synergie de plusieurs personnes autour du projet. En 2008, Cyber Cible est à la recherche de financement en économie sociale pour le démarrage de l'entreprise.	40 000 \$	8 600 \$
Centre collégial de recherche en économie sociale (CERESO) : Dresser le portrait des entreprises d'économie sociale et démontrer leur impact sur le développement durable de la région.	Cégep régional de Lanaudière (constituante de L'Assomption) 2008	▪ Répertoire des entreprises en économie sociale mis à jour; ▪ Élaboration du questionnaire d'enquête; ▪ Association avec la TRESL. Le projet est en cours.	20 160 \$	8 420 \$
Total FDR régional			256 267 \$	385 766 \$
INVESTISSEMENT TOTAL (FDR MRC + FDR régional)			791 304 \$	1 715 801 \$

